

BAROMÈTRE 2022 DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT & DE L'HYGIÈNE

ÉDITION SPÉCIALE 9^e FORUM MONDIAL DE L'EAU - DAKAR



LA SÉCURITÉ DE L'EAU

ENJEUX, DÉFIS ET SOLUTIONS



solidarités
international

L'EAU : UNE RESSOURCE VITALE À SÉCURISER

La sécurité de l'eau pour la paix et le développement est à l'ordre du jour du 9^e Forum mondial de l'eau à Dakar au Sénégal. C'est bien mais il ne suffit pas de l'afficher pour que cela coule de source comme un long fleuve tranquille !

Des populations nombreuses affrontent chaque jour l'insécurité de l'eau et ne connaissent ni la paix ni le développement. Victimes de guerres, de catastrophes, d'épidémies et confrontées à la rareté des services publics, ces populations ne peuvent compter que sur la solidarité communautaire et sur l'aide humanitaire.

Face à la mortalité due aux maladies de l'eau insalubre et considérant l'importance décisive de l'eau pour la santé, l'alimentation, le bétail, l'énergie ainsi que pour l'adaptation au changement climatique, l'accès sûr à l'eau potable pour tous doit être une priorité mondiale.

Or, nous savons tous que l'Objectif de développement durable n°6 pour l'accès universel à l'eau et à l'assainissement d'ici 2030 n'est pas sur la bonne trajectoire. Il faut pour cela quadrupler les investissements et organiser une gouvernance mondiale de l'eau. C'est un changement d'échelle et de rythme qui s'impose dorénavant. Il est urgent d'accélérer !

C'est là tout l'enjeu du 9^e Forum mondial de l'eau de Dakar pour tous les participants, pour le Sénégal, pour le Conseil Mondial de l'Eau. Nous avons collectivement un devoir de résultats à démontrer.

Plus que jamais, il nous faut penser global et agir local. Le Forum de Dakar doit être celui des solutions concrètes et celui des messages politiques clairs destinés à la Conférence intergouvernementale des Nations Unies sur l'eau en mars 2023. Ce doit être notre objectif commun car c'est là que des décisions pourront être prises.

29 % de la population mondiale sans accès sûr à l'eau potable et 55 % sans assainissement nous le demandent et l'attendent comme l'engagement en a été pris par 195 États aux Nations unies en 2015.



Par **Alain Boinet**,
Fondateur
de **SOLIDARITÉS
INTERNATIONAL**



Et **Kevin Goldberg**,
Directeur général
de **SOLIDARITÉS
INTERNATIONAL**

BAROMÈTRE 2022 DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT & DE L'HYGIÈNE, 8^e édition

Une publication proposée
par **SOLIDARITÉS INTERNATIONALE**

Directeur de la publication
Kevin Goldberg

Directeur de la communication
Guillaume Cotillard

Rédaction en chef
Claire Fanchini

Rédaction
Michael Assoue, Chuango Barasa, Alain Boinet, Amélie Cardon, Laminou Amadou Chaïbou, Claire Fanchini, Manon Gallego, Kevin Goldberg, Xavier Lauth, Baptiste Lecuyot, Mahamadou Ayouba Maïga, Julie Mayans, Patricia David, Ana Podgornik, Jérôme Regnier, Rodolphe Royer, Allassane Traoré et Mathieu Vernusse

Contributeurs
Alexandre Alix, Eugénie Avram, Guillaume Bouveyron, Marine Collignon, Karine Deniel, Emmanuel Durand, Hamet Diallo, Yann Dutertre, Loïc Fauchon, Tom Heath, Tineke Hooijmans, le Johns Hopkins Center for Humanitarian Health, Valérian Juillet, G. Frédéric François Kabore, Mohammed Liman Kingim, Jean Launay, Patrick Lavarde, Florent Lavie-Derande, Léa de La Ville Montbazon, Maurice Ngor Sarr, Gérard Payen, Kannan Rangaiya, le REACH Initiative, Abdoulaye Sene et Luc Soenen

Photos
Ahmad Abdallah, Abdullah Al-Garadi, CNRS Liban, Vincent Ghilione, Chris Huby, Clément Kolopp, Jalal Moghrabi, Vinabé Mounkoro, Tiécoura N'Daou, Audray Saulem, Moses Sawa Sawa, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Couverture
Tiécoura N'Daou

Conception graphique et illustration
Frédéric Javelaud

Impression
COPYPAGE



- 4** SOLIDARITÉS INTERNATIONALE
- 5** LE COMBAT POUR L'EAU DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE
- 6** STRATÉGIE "EAU, ASSAINISSEMENT & HYGIÈNE" DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE
- 8** INITIATIVE DAKAR 2022
- 9** ENJEUX
- 10** Les chiffres de l'eau
- 12** Le Forum mondial de l'eau à Dakar en mars 2022 : le temps des réponses **Abdoulaye Sene / Patrick Lavarde (Comité international de pilotage du 9^e Forum mondial de l'eau)**
- 14** "Le droit à l'eau collectif et individuel s'impose comme un droit humain" **Loïc Fauchon (Conseil mondial de l'eau)**
- 15** "Le Forum de Dakar doit marquer un jalon politique important en vue de la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2023" **Jean Launay (Président du Partenariat Français pour l'Eau)**
- 16** Quand va-t-on décider d'appuyer sur l'accélérateur ? **Gérard Payen (Partenariat Français pour l'Eau)**
- 17** L'eau en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale : augmenter la production pour répondre à une demande accrue **Luc Soenen (Commission européenne)**
- 18** 9^e Forum mondial de l'eau à Dakar : en route pour 2023 **Marine Collignon / Eugénie Avram (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères)**
- 20** Les situations de crise et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement **Alain Boinet / Baptiste Lecuyot / Sonia Rahal / Allassane Traoré (SOLIDARITÉS INTERNATIONALE)**

21 DÉFIS À RELEVER

- 22** "Apporter une réponse concrète, efficace et durable aux populations affectées par le conflit au Mali" **Mahamadou Ayouba Maïga (SOLIDARITÉS INTERNATIONALE)**
- 24** "En contexte sécuritaire instable, l'approvisionnement en eau potable et la fourniture de services d'assainissement adéquats sont de véritables défis" **G. Frédéric François Kabore (ONEA)**
- 26** Changement climatique et services "Eau, Assainissement et Hygiène" **Florent Lavie-Derande / Alexandre Alix (Partenariat Français pour l'Eau)**
- 28** Lutter contre le fléau des inondations en Afrique **Baptiste Lecuyot / Allassane Traoré / Laminou Amadou Chaïbou (SOLIDARITÉS INTERNATIONALE)**
- 29** Améliorer la gestion des eaux souterraines au nord-est du Nigéria **Tom Heath / Kannan Rangaiya / Mohammed Liman Kingim (Action Contre la Faim)**
- 30** L'efficacité des interventions ciblées par zone en réponse aux flambées de choléra dans les contextes humanitaires : une étude à distance au nord-est du Nigéria **Johns Hopkins Center for Humanitarian Health**
- 31** Renforcer les capacités pour soutenir la Feuille de Route 2020-2025 du secteur "Eau, Assainissement et Hygiène" **Tineke Hooijmans / Karine Deniel (IHE Delft Institute for Water Education)**
- 32** La participation : un enjeu clé de protection **Jérôme Regnier (SOLIDARITÉS INTERNATIONALE)**

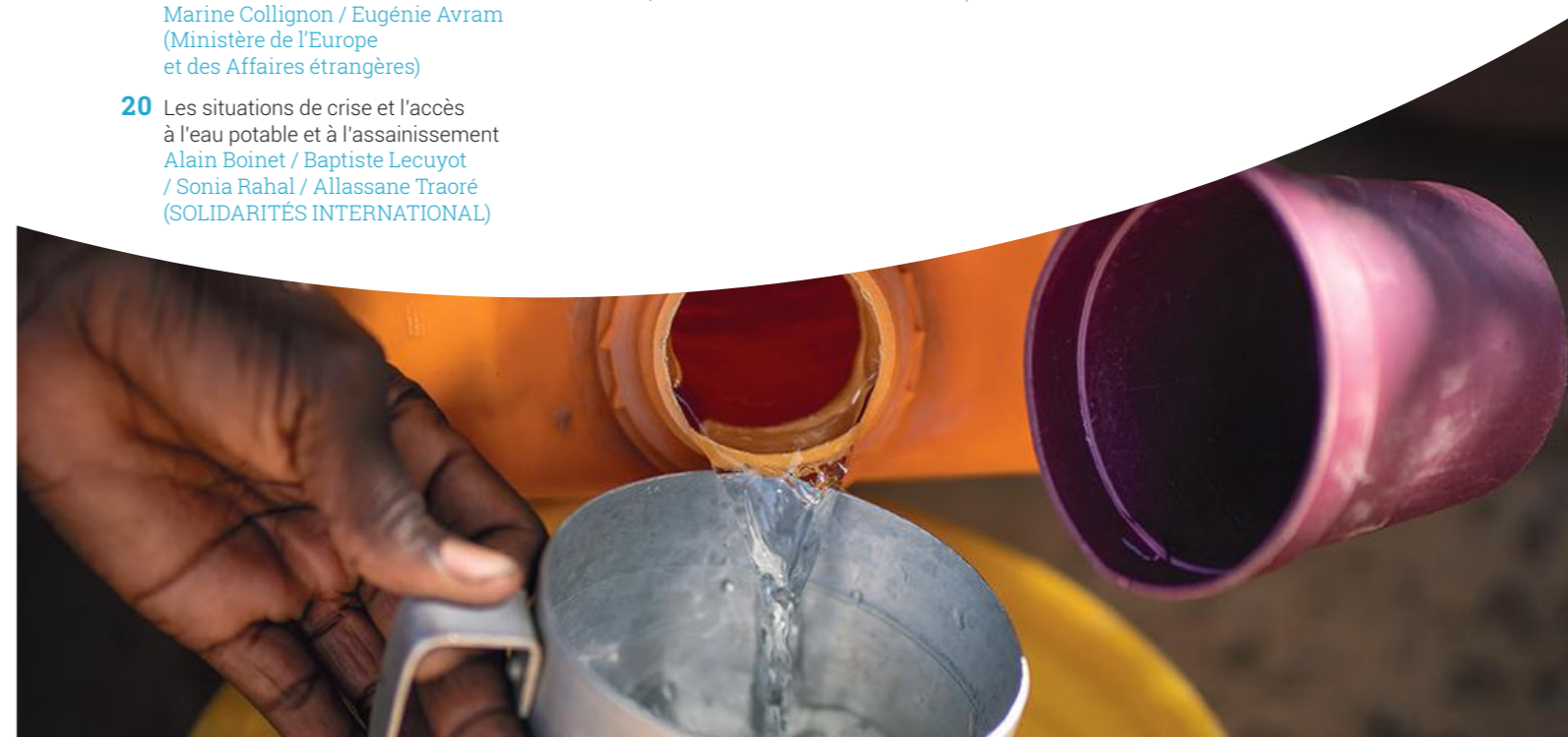
33 SOLUTIONS ET INNOVATIONS

- 34** La Classification de la sévérité WASH, une nouvelle approche pour analyser la sévérité des besoins en "Eau, Assainissement et Hygiène" **REACH Initiative**
- 35** La gestion intégrée des ressources en eau pour s'adapter aux changements climatiques : dynamique en cours dans la zone des Niayes au Sénégal **Hamet Diallo / Emmanuel Durand / Maurice Ngor Sarr / Valérian Juillet (Gret)**
- 36** Yémen : assurer un accès plus durable à l'eau et à l'assainissement dans un contexte instable **Mathieu Vernusse / Ana Podgornik / Chuango Barasa (SOLIDARITÉS INTERNATIONALE)**
- 38** "L'innovation doit être constante car elle permet d'avoir un temps d'avance sur l'occurrence des risques" **Guillaume Bouveyron (Agence Française de Développement)**
- 40** De l'eau pour les populations les plus précaires : une problématique française **Xavier Lauth / Manon Gallego (SOLIDARITÉS INTERNATIONALE)**
- 42** Pour des formations enfin accessibles aux acteurs humanitaires en Afrique **Yann Dutertre (Bioforce Afrique)**
- 43** Créer une dynamique sectorielle : la Feuille de Route 2020-2025 du secteur humanitaire EAH **Léa de La Ville Montbazon (Feuille de Route EAH 2020-2025)**

44 PORTFOLIO

 **solidarités
international**

89 RUE DE PARIS
92110 CLICHY - FRANCE
+33 (0)1 76 21 86 00
solidarites.org



SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

SAUVER DES VIES, CHANGER DES VIES

L'ONG SOLIDARITÉS INTERNATIONAL vient en aide aux personnes frappées par les conflits et les violences, les épidémies, les catastrophes naturelles et climatiques et les effondrements économiques. Nos équipes humanitaires ont pour mission de secourir celles et ceux dont la sécurité, la santé et la vie sont menacées, en couvrant leurs besoins essentiels : boire, manger, s'abriter et se laver.

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL répond à l'urgence en délivrant une aide en mains propres et développe, dans le même temps, des solutions pérennes afin que les populations affectées recouvrent un accès durable à l'eau, à l'assainissement, à l'hygiène, à des moyens de subsistance diversifiés et à un habitat sûr.

Protection, dignité et autonomie sont les objectifs finaux de l'action de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL.

RÉPONDRE À DES DÉFIS COMPLEXES DANS DES ZONES DIFFICILES

Grâce à sa très bonne connaissance du terrain et à son expertise, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL parvient à intervenir dans les zones les plus difficiles d'accès et dans des contextes particulièrement dangereux.

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL fait également montre d'une capacité d'ingénierie technique et sociale singulière, qu'elle perfectionne d'année en année en s'appuyant notamment sur des travaux de développement et d'innovations menés par ses équipes et ses partenaires.

DEPUIS 1980 ET TANT QU'IL LE FAUDRA

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL est engagée auprès des populations affectées par les crises les plus sévères depuis 1980.

Elle intervient toujours à la demande des populations concernées ou de leurs représentants, en coopération avec ses partenaires locaux et avec la farouche volonté d'un respect constant des principes humanitaires que sont l'humanité, l'indépendance, l'impartialité et la neutralité.

Ses équipes de terrain sont très majoritairement composées de personnel recruté localement. Ainsi, l'aide apportée est au plus près des besoins des personnes soutenues.

LE COMBAT POUR L'EAU DE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

Des centaines de milliers de personnes meurent chaque année des suites de maladies liées à une eau et un environnement insalubres. En réaction à ce constat insupportable, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL mène, depuis plus de quinze ans, une lutte sans relâche pour garantir un accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène au plus grand nombre.

Sur le terrain, nos équipes s'attachent à apporter de l'eau potable en urgence, à mettre en place des infrastructures d'eau et d'assainissement, à construire des douches et latrines et à distribuer des kits d'hygiène. Après un choc, une aide à la construction ou à la réhabilitation des infrastructures de base peut également être apportée par notre ONG afin d'aider les populations affectées à recouvrer leur niveau d'accès aux services vitaux. Dans les contextes de crise chronique où l'accès est restreint aux acteurs humanitaires, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL travaille avec les autorités locales et acteurs de développement dans l'optique de renforcer les services publics "Eau, Assainissement et Hygiène". (cf. stratégie "Eau Assainissement et Hygiène" de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL p.6-7)

Notre organisation s'est par ailleurs fait un devoir de prendre part et d'influencer les

discussions nationales et internationales pour accompagner les décideurs et décideuses politiques vers une prise en compte appropriée de ce fléau dramatique. Seul un engagement fort, par l'ensemble des acteurs locaux, nationaux et internationaux, permettra l'atteinte de l'Objectif de développement durable n°6 à l'horizon 2030. Dans cette perspective, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL participe activement aux événements majeurs du secteur "Eau, Assainissement et Hygiène" tels que le Forum mondial de l'eau, et s'engage auprès de réseaux spécialisés comme le Cluster Global "EAH", la Coalition Eau, le Partenariat Français pour l'Eau et le Programme Solidarité Eau. Elle y promeut son plaidoyer en faveur d'un accès universel à l'eau et concourt à la mise en place de réponses concrètes.

Enfin, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL mène chaque année une campagne de sensibilisation et publie son Baromètre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène. Au moyen de prises de parole d'experts internationaux, cette publication dresse un état des lieux de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène dans le monde, en présente les principaux enjeux et met en avant les solutions envisagées pour répondre à ce défi majeur.

“La première réponse à la souffrance humaine doit être la solidarité”

ALAIN BOINET,
FONDATEUR DE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL



STRATÉGIE "EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE" 2020-2025 DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

OBJECTIF GÉNÉRAL

Contribuer activement à l'atteinte des objectifs 3 & 6 des Objectifs de développement durable (ODD) en systématisant les approches intégrées "Eau, Assainissement et Hygiène" (EAH) & "Santé" en contexte dégradé, afin de proposer des réponses qualitatives à fort impact, visant prioritairement, la santé, la dignité et le bien-être des populations affectées.



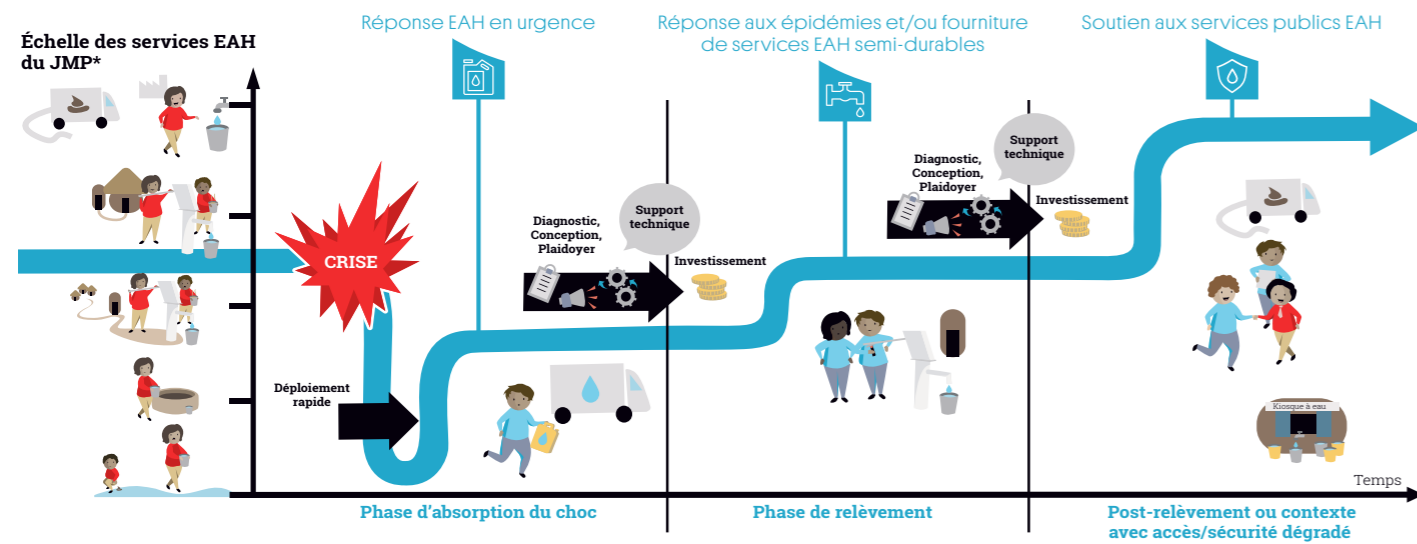
OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Mettre en œuvre des réponses aux épidémies et services EAH qui **préviennent les risques sanitaires, sociaux et environnementaux.**

Développer l'expertise de SI via la **production de connaissances et les capacités de démonstration et d'innovation.**

Promouvoir le **partage de connaissances** au sein du secteur, **porter la voix des populations affectées par les crises à tous les niveaux.**

LA LOGIQUE D'INTERVENTION



* Le Joint Monitoring Programme de WHO/UNICEF suit les estimations nationales, régionales et mondiales sur les progrès en matière d'eau potable, assainissement et hygiène

Principes d'intervention



Réponse EAH en urgence

- **Temps de préparation court**, diagnostic inclus
- Prépondérance de la **dimension technique**
- Confinement des **risques sanitaires**



Réponse aux épidémies et/ou fourniture de services EAH semi-durables

- **Connaissance contextuelle** accentuée
- Elaboration de **stratégies partenariales**
- Maximisation de la **satisfaction** et de l'**adhésion**



Soutien aux services publics EAH

- **Viabilité économique et institutionnelle**
- Renforcement de la **gouvernance** et des **capacités locales**

LES AXES PROGRAMMATIQUES EAH PRIORITAIRES

AXE 1

Renforcer la lutte contre les épidémies

- Renforcement de la coordination multisectorielle EAH & Santé
- Renforcement des systèmes locaux de surveillance épidémiologique
- Amélioration de la prédictibilité des épidémies et des réponses rapides
- Dotation des centres de santé en services EAH
- Renforcement des services EAH dans les "hotspots" du choléra et maladie à virus Ebola

AXE 2

Renforcer la qualité des interventions EAH dans les phases d'absorption des chocs

- Réduction des risques sanitaires et impacts environnementaux négatifs
- Systématisation des mesures de protection contre les violences et l'atteinte à la dignité des populations
- Promotion de la conception participative des services
- Amélioration de la qualité et de l'efficacité des mécanismes de coordination humanitaire

AXE 3

Renforcer les services publics EAH dans les contextes dégradés

- Partage des connaissances
- Renforcement des capacités et de l'assistance technique de proximité
- Gestion durable et concertée des ressources en eau (GIRE)
- Mise en place de mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique

LES 6 PILIERS DES INTERVENTIONS EAH



La santé publique

L'impact sur la prévalence des maladies et épidémies d'origine hydrique.



L'analyse situationnelle

Pour une adaptation des modalités opérationnelles.



Le renforcement de capacités

Le transfert de connaissances et le renforcement des capacités des acteurs locaux.



Les bénéficiaires au centre

La maximisation de l'adhésion des populations, l'adoption durable de pratiques d'hygiène adéquates et la protection des bénéficiaires.



L'anticipation des sorties de crises

Le développement d'outils d'aide à la gestion, l'exploitation et le suivi des services EAH.



Le soutien aux efforts de coordination

Le soutien à l'amélioration continue des mécanismes de coordination.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE PARTICIPE À L'INITIATIVE DAKAR 2022

Afin de faire du 9^e Forum mondial de l'eau un "Forum des réponses", le Sénégal, pays hôte du Forum, et le Conseil mondial de l'eau ont créé l'Initiative Dakar 2022 qui vise à promouvoir et accompagner des projets innovants et impactants dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Un appel à projets a été ouvert en 2021. Les projets retenus et labellisés "Initiative Dakar 2022" bénéficieront d'une exposition internationale, de partenariats et éventuellement d'un financement des institutions partenaires du Forum. Focus sur les projets présentés par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE.

STATION DE TRAITEMENT DES BOUES FÉCALES AU MYANMAR

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE pilote depuis 2013, en consortium avec Oxfam, une filière d'assainissement collectif dans les camps de personnes déplacées rohingyas à Sittwe (Myanmar), où plus de 90 000 personnes vivent dans des conditions précaires. Ce projet permet de limiter les impacts environnementaux et sanitaires des camps, tels que la contamination de l'environnement et des eaux souterraines par des boues fécales non traitées.

À travers ce projet, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE collecte et transporte les boues de 13 camps vers une usine de traitement située à proximité. Ce système traite 30 à 40 m³ de boues par jour en utilisant une technologie à faible coût et faible maintenance pour s'adapter aux conditions propres au contexte de camp. L'une des singularités du traitement est son système de surveillance des niveaux des contaminants, développé avec l'appui de la Fondation Veolia, qui permet d'évaluer l'efficacité du processus de traitement des boues. Une phase d'accroissement de la

capacité de la station est également prévue à l'horizon 2022 afin de pallier des besoins grandissants au niveau des camps.

Au-delà de la performance technique, le projet met l'accent sur la participation, l'inclusion et la prise en compte du genre afin d'atteindre l'objectif de l'accès, pour l'ensemble de la population des camps et des villages de Sittwe, à un environnement plus sûr et une réduction des risques sanitaires. En sus, une identification des partenaires locaux est faite pour prendre en charge l'exploitation et la maintenance dans le futur. La prochaine phase du projet s'intéressera à la faisabilité d'une réutilisation des boues pour l'agriculture.

Ce projet a montré qu'un assainissement durable est possible dans des contextes humanitaires et qu'il est susceptible d'avoir un certain nombre d'avantages pour la santé et l'environnement à long terme. Il a aujourd'hui vocation à être dupliqué dans les autres camps du pays.

PROJET NEX'EAU AU BURKINA FASO

Depuis la détérioration de la situation sécuritaire, le Burkina Faso fait face à une hausse des besoins humanitaires. Le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire est de 3,5 millions dont plus d'1,4 million de personnes déplacées internes (PDI). L'afflux de ces personnes déplacées dans la région est venu rajouter des défis majeurs à la gestion efficace et durable des services existants, déjà fortement entravée par un environnement hydrogéologique défavorable, un manque d'équipement et des choix technologiques parfois inadéquats. Les différents acteurs chargés de fournir des services d'eau - l'Office National de l'Eau et Assainissement (ONEA), les municipalités et des opérateurs privés - n'arrivent généralement pas à répondre aux besoins croissants de manière rapide et adéquate. La réponse humanitaire actuelle des ONG, quant à elle, ne permet pas de faire le lien entre les réponses aux besoins immédiats et les investissements qui pourraient servir au renforcement des services d'eau universels, équitables et durables.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet NEX'Eau, financé par USAID et l'AFD. Considérant le besoin de concevoir des réponses à la crise humanitaire sahélienne, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, le Gret, le Groupe URD et l'ONEA, se sont regroupés pour proposer une approche innovante, conciliant "humanitaire" et "développement" afin de renforcer des services publics d'eau.

Cette approche conjugue les réponses aux problématiques d'urgence avec un appui opérationnel à moyen et long termes aux acteurs institutionnels, au secteur privé et aux usagers de l'eau pour soutenir et développer des services d'approvisionnement durables.

ENJEUX



Dans un contexte humanitaire alarmant, où les épidémies se multiplient et où les impacts du changement climatique s'intensifient, les enjeux de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène sont considérables. La sécurisation de la ressource en eau et des services de base qui y sont associés doit donc être considérée comme une priorité et faire l'objet d'engagements concrets aux niveaux local, national, régional et international. Dans cette perspective, le 9^e Forum mondial de l'eau, qui se tiendra à Dakar du 21 au 26 mars 2022, peut et doit déclencher un sursaut mobilisateur.

ACCÈS À L'EAU, À L'ASSAINISSEMENT ET À L'HYGIÈNE



2,2 MILLIARDS DE PERSONNES n'ont pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable gérés en toute sécurité*.

4,2 MILLIARDS DE PERSONNES, ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité*.

Source : Rapport du Joint Monitoring Program for Water Supply OMS/UNICEF 2019

[*Géré en toute sécurité* signifie que cette ressource ou ce service sont administrés de façon à ce que les besoins de la population soient pris en compte, tout en préservant les ressources disponibles.]

3 MILLIARDS DE PERSONNES, n'ont pas d'installation de lavage des mains avec de l'eau et du savon à la maison.

Source : article publié par l'UNICEF, "Le manque de lavage des mains au savon expose des millions de personnes à un risque accru de COVID-19", 14 octobre 2020



Malgré les efforts réalisés ces vingt dernières années, **L'OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE N°6** – garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable d'ici à 2030 – **N'EST PAS EN VOIE D'ÊTRE RÉALISÉ.**

FOCUS AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Seulement **24%** DE LA POPULATION D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE a accès à une source sûre d'eau potable.

PLUS DE **500** MILLIONS DE PERSONNES n'ont pas d'accès à des installations sanitaires améliorées.

Source : UN World Water Development Report 2019

Seulement **46%** DES STRUCTURES DE SANTÉ présentent un service d'accès à l'eau basique. **19%** ne disposent d'aucun service pour l'approvisionnement en eau.

Source : Rapport de situation mondial sur les services WASH dans les établissements de santé - OMS/UNICEF 2020

Près de **LA MOITIÉ** DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ne disposent d'aucun service d'approvisionnement en eau potable.

Source : Rapport du Joint Monitoring Program for Water Supply OMS/UNICEF 2019

En Afrique subsaharienne, **63%** DES HABITANTS DES ZONES URBAINES, SOIT 258 MILLIONS DE PERSONNES, n'ont pas accès au lavage des mains.

Source : article publié par l'UNICEF, "Le manque de lavage des mains au savon expose des millions de personnes à un risque accru de COVID-19", 14 octobre 2020

EAU ET SANTÉ



Chaque année, la diarrhée causée par un accès inadéquat à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène tue environ

361 000 ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS.

Source : Rapport du Joint Monitoring Program for Water Supply OMS/UNICEF 2017

Les enfants de moins de 15 ans sont **3 FOIS** PLUS SUSCEPTIBLES de mourir de maladies diarrhéiques dues à un accès à l'eau et à l'assainissement de mauvaise qualité qu'à la violence liée aux conflits.

Source : Water under Fire, Rapport UNICEF 2019

1,5 MILLION DE PERSONNES meurent chaque année de maladies diarrhéiques seules.

Source : OMS fact sheet : Les 10 principales causes de mortalité - Décembre 2020

LES FEMMES



Les femmes et les filles passent souvent

6 HEURES PAR JOUR À COLLECTER DE L'EAU EN AFRIQUE.

Source : Rapport du Joint Monitoring Program for Water Supply OMS/UNICEF 2017

13% DE LA POPULATION FÉMININE MONDIALE ne dispose pas de toilettes permettant de faire ses besoins et de gérer ses menstruations. Pour ces femmes, LE RISQUE D'AGRESSIONS SEXUELLES EST PLUS ÉLEVÉ DE 40%

par rapport à celles bénéficiant de sanitaires (selon une étude menée dans les bidonvilles de la vallée de Mathare, au Kenya, en 2018).

Source : ideas4development.org

CHANGEMENT CLIMATIQUE & STRESS HYDRIQUE



90% DE L'ENSEMBLE DES RISQUES NATURELS SONT LIÉS À L'EAU.

Source : UN World Water Development Report 2019, "Leaving no one behind"

Depuis 2000, LE NOMBRE DE CATASTROPHES LIÉES AUX INONDATIONS A AUGMENTÉ DE **134%** par rapport aux deux décennies précédentes.

Source : Rapport d'évaluation du GIEC 2021

EN 2020, **1,2** MILLIARD DE PERSONNES vivent dans des zones agricoles où les sécheresses sont très fréquentes.

Source : State of Food and Agriculture 2020, FAO

D'ici 2050, LA DEMANDE MONDIALE EN EAU DEVRAIT CROÎTRE DE **30%**.

Source : UN World Water Development Report 2018

RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES



MOINS D'UN PAYS SUR **6** ayant des plans "EAH" chiffrés dispose d'un financement suffisant pour les mettre en œuvre.

MOINS DE **14%** disposent de ressources humaines suffisantes pour mettre en œuvre ces plans.

Source : coalition-eau.org

Les financements globaux pour le secteur diminuent depuis 2018. Pour atteindre l'Objectif de développement durable n°6,

IL FAUT MULTIPLIER **PAR 4** LES INVESTISSEMENTS GLOBALEMENT **ET PAR 23** DANS LES CONTEXTES FRAGILES

LE FORUM MONDIAL DE L'EAU À DAKAR EN MARS 2022 : LE TEMPS DES RÉPONSES

Par **Abdoulaye Sene et Patrick Lavarde**,
co-présidents du Comité international de pilotage du 9^e Forum mondial de l'eau

Le Forum mondial de l'eau se tiendra à Dakar du 21 au 26 mars 2022 sur le thème de la sécurité de l'eau pour la paix et le développement. Il constitue un jalon important de la préparation de la conférence des Nations Unies qui fera le point en 2023 sur la mise en œuvre à mi-parcours de l'Objectif de développement durable n°6 dédié à l'eau et à l'assainissement.

Premier Forum à se dérouler en Afrique, là où l'accès à l'eau et l'accès à l'assainissement sont les moins avancés dans le monde, le Forum mondial de l'eau va permettre de mettre en lumière l'écart immense qui existe entre les objectifs et la réalité. Cet écart est en particulier vrai en Afrique subsaharienne puisque c'est la région où le taux d'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement est parmi les plus faibles au monde. Or, sans accès à l'eau, il n'y a pas de garantie pour la santé, pas d'hygiène, pas de sécurité alimentaire.

Cet enjeu pèse sur la vie quotidienne des populations qui se trouvent en situation de précarité vis-à-vis de l'eau. Il constitue un obstacle majeur au développement. C'est pourquoi le Forum donne une importance toute particulière aux enjeux de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Plus de la moitié des villes du monde connaissent des difficultés d'approvisionnement en eau et la concentration urbaine ne cesse de progresser. Le Forum s'intéressera bien entendu à la situation dans les villes, mais un focus tout particulier sera fait sur les zones rurales qui ont été souvent négligées voire oubliées. Il faut corriger les déséquilibres entre le rural et l'urbain en investissant massivement dans l'eau et l'assainissement en milieu rural pour améliorer les conditions de vie de la population comme le fait le Sénégal avec son "programme d'urgence et de développement communautaire".

Grâce en particulier à l'implication de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE dans les travaux préparatoires, le Forum traitera également des questions spécifiques de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les situations d'urgence humanitaire avec l'ambition de proposer des réponses concrètes aux attentes des populations.

Plus généralement, la raréfaction de la ressource en eau frappe de nombreux pays en particulier dans la région du Sahel où l'eau est au cœur de la sécurité des populations et la condition du développement. Dans les zones rurales, les conflits s'exacerbent autour de tous les mouvements de population et entre les différents types d'utilisateurs de l'eau, par exemple les éleveurs et les agriculteurs. La démographie en très forte croissance et les effets du dérèglement climatique font qu'il y a urgence à agir.

Le Forum de Dakar sera tourné vers l'action, car il est temps d'appliquer les solutions et d'apporter des réponses. Malgré une préparation très perturbée par le contexte pandémique, un millier d'institutions très diverses ont travaillé sur les quatre priorités (la sécurité de l'eau, l'eau et le développement rural, la coopération, les outils et moyens) structurées autour des cibles liées à l'eau des Objectifs de développement durable. Ces groupes multi-acteurs ont identifié des réponses concrètes qui seront présentées et partagées lors du Forum lors d'une centaine de sessions thématiques. S'y ajoute la centaine de projets concrets qui ont été

labélisés dans le cadre de l'Initiative Dakar 2022.

Ce travail collaboratif a mobilisé à travers le monde des acteurs de toutes natures. Partager les réponses mises en œuvre ici et là est important, mais les adapter pour les répliquer et accélérer leur diffusion l'est encore plus. Pour atteindre les objectifs dans le domaine de l'eau, la coopération est indispensable car aucun acteur ne peut réussir seul. Il faut aussi une bonne gouvernance et mobiliser des financements suffisants.

Enfin, la volonté politique est essentielle. Le Sénégal qui a été le premier pays à inscrire les enjeux de l'eau dans les travaux du Conseil de sécurité des Nations unies, est particulièrement bien placé pour affirmer, aux côtés du Conseil mondial de l'eau, que les enjeux liés à l'eau doivent trouver une meilleure place dans les priorités de l'agenda politique aux différents échelons. Tel sera le premier objectif du sommet des chefs d'État et de gouvernement, mais également des rencontres des parlementaires, des autorités locales et des autorités de bassin.

Nous vous attendons nombreux en mars prochain à Dakar.



“LE DROIT À L'EAU COLLECTIF ET INDIVIDUEL S'IMPOSE COMME UN DROIT HUMAIN”

Entretien avec Loïc Fauchon, **Président du Conseil mondial de l'eau**

Loïc Fauchon, selon vous, qu'est ce qui caractérise ce Forum mondial de l'eau à Dakar ?

Plusieurs choses différencient ce Forum des précédents. Il se déroule en Afrique subsaharienne, une des régions du monde où l'accès à l'eau reste insuffisant et inégalitaire. La participation des communautés africaines, très investies, apporte une connaissance du terrain et de ses réalités qui permet une approche beaucoup plus concrète, plus réaliste aussi. Il va se tenir après le choc de la COVID-19, qui a montré l'importance de l'eau non seulement pour l'hygiène préventive, mais aussi pour l'autosuffisance alimentaire mise en exergue par la longue fermeture de certains ports et de nombreuses frontières.

Ce Forum se présente comme celui des réponses concrètes. Y parviendra-t-il et qu'attendez-vous de celles-ci ?

Nous avons voulu, avec nos collègues sénégalais, qu'après le Forum des solutions en 2012 à Marseille, celui de Dakar soit celui des réponses. Les réponses sont les solutions appliquées aux terrains et à leurs populations. Ce sont les réponses qui peuvent changer la vie quotidienne des plus pauvres et des plus démunis. Nous parviendrons à mettre ces

réponses sur le devant de la scène si nous restons animés par une volonté farouche de dépasser le temps des discours pour être dans celui de l'action.

Par le passé, vous avez dit “l'eau est politique”. Qu'entendez-vous par cela ?

Oui, depuis plus d'une décennie, nous martelons l'idée que l'accès à l'eau relève avant tout de décisions politiques, d'une primauté accordée par les dirigeants nationaux et locaux pour que dans les lois, les règlements et les budgets, une priorité effective soit apportée, d'abord à la sécurisation de la ressource en eau et ensuite à son partage durable, mais surtout équitable.

Un Sommet des chefs d'État est prévu lors du Forum. Que peut-on en espérer pour la sécurité de l'eau et de l'assainissement ?

La présence de chefs d'État et de gouvernement n'est pas nouvelle dans les Forums. Cette fois-ci, la présidence sénégalaise de l'Union africaine et la volonté exprimée par le président de la république du Sénégal, M. Macky Sall, donneront sans aucun doute un relief particulier à ce que nous appelons de nos vœux, à savoir des

engagements forts et concrets en faveur de l'eau et de l'assainissement.

Quel est le rapport du Forum avec les Objectifs de développement durable (ODD) et notamment son Objectif 6, et quel peut être son rôle par rapport à la Conférence internationale sur l'eau aux Nations unies en mars 2023 ?

Le Forum de Dakar est une étape, sans doute la plus importante sur la route de mars 2023. Si les réponses sont apportées à Dakar, ce sera la meilleure preuve d'une nouvelle place de l'eau pour la paix et le développement.

Comment voulez-vous conclure ?

Le Conseil mondial de l'eau travaille depuis de nombreuses années à l'affirmation de deux priorités fortes. La première est que la communauté internationale, chaque État, chaque collectivité humaine doit assurer la sécurisation de la ressource et sa juste utilisation, économe et partagée. La seconde est la conséquence de la première : le droit à l'eau collectif et individuel s'impose comme un droit humain, dont le respect et la généralisation sont indispensables à la survie de la planète. C'est le sens de notre combat, un combat pacifique mais déterminé.

“LE FORUM DE DAKAR DOIT MARQUER UN JALON POLITIQUE IMPORTANT EN VUE DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'EAU DE 2023”

Par Jean Launay, **Président du Partenariat Français pour l'Eau**

“En 2020, environ une personne sur quatre n'avait pas accès à de l'eau potable gérée en toute sécurité à son domicile et près de la moitié de la population mondiale était privée de services d'assainissement gérés en toute sécurité. La pandémie de COVID-19 a souligné le besoin urgent de donner à tout le monde la possibilité de se laver correctement les mains. Au début de la pandémie, trois personnes sur dix dans le monde ne disposaient d'aucune installation à domicile permettant de se laver les mains avec de l'eau et du savon.”

C'est en ces termes alarmants que le Programme commun OMS/UNICEF¹ résumait les dernières statistiques mondiales en matière de “WASH”² l'an dernier. C'est sous ces auspices, sous celles des annonces faites au Congrès mondial de la nature³ (90 % des zones humides asséchées dans le monde au cours des cent dernières années) et à l'aune du 6^e rapport du GIEC⁴ que le Partenariat Français pour l'Eau (PFE) a abordé ses travaux de 2021 et préparé le 9^e Forum mondial de l'eau.

Le Forum de Dakar sera le premier à se dérouler en Afrique subsaharienne. Décalé d'un an à cause de la pandémie de la COVID-19, il aura lieu, qui plus est, pendant la présidence de l'Union africaine du pays hôte : le Sénégal. Très attendu, il est vraisemblable que la communauté internationale de l'eau sera au rendez-vous. Des milliers d'experts, de professionnels et d'élus se déplacent habituellement ; nous espérons que le contexte permettra au maximum d'entre eux de se réunir et de nouer d'indispensables coopérations. Car l'heure est à l'accélération. Le mot n'est pas de moi mais des Nations

unies pour accélérer l'atteinte de l'Objectif de développement durable relatif à l'eau et à l'assainissement. Pour aller plus vite, l'ONU nous appelle à : 1. des financements, existants ou nouveaux, optimisés ; 2. de meilleures données ; 3. un renforcement des capacités partout dans le monde ; 4. innover ; 5. une gouvernance intersectorielle, et transfrontalière si c'est approprié, avec des rôles clairs, la participation des parties prenantes et de toutes les institutions impliquées de près ou de loin dans la gestion de l'eau.

Les 200 membres du PFE sont actifs sur tous ces fronts. Leur adhésion au PFE est une des illustrations de leur ambition pour l'agenda de l'eau puisque notre mandat est de le promouvoir à l'international. Pour cela, nous avons investi la préparation du Forum mondial de l'eau avec la même détermination que les autres grands rendez-vous : COP26 sur le climat, COP15 sur la biodiversité, etc. Nous avons organisé des réunions d'information régulièrement pour faciliter la participation des acteurs français et promouvoir leur expertise. L'équipe du PFE a également participé à tous les processus préparatoires et porté les attentes suivantes : le Forum de Dakar doit déboucher sur des messages forts pour l'atteinte opérationnelle des cibles “Eau” de l'Agenda 2030 et, plus globalement, pour l'atteinte des 17 Objectifs de développement durable (ODD). Le but étant de faire des recommandations à la Conférence des Nations unies de 2023 consacrée à l'examen à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie d'action sur le thème “L'eau et le développement durable”. Deux Sommets de chefs d'État sont prévus : un

africain, un global. Les deux sommets seront l'opportunité de porter cette ambition et d'assurer les liens avec la conférence de 2023. Ces messages devront être fondés sur un état d'avancement réaliste des 20 cibles de l'Agenda 2030 relatives à l'eau et un engagement politique pour une accélération vers l'atteinte de ces cibles, ainsi que l'ensemble des cibles de l'Agenda 2030, en prenant en compte les territoires soumis à des crises et des fragilités pour ne laisser personne de côté.

Parce qu'il se déroule sur le continent le plus en retard au regard de l'accès à l'eau et à l'assainissement, le Forum de Dakar doit marquer un jalon politique fort. C'est tout l'Agenda 2030 qui doit être promu. Le PFE et ses membres plaideront pour cette urgence, pour le décloisonnement des enjeux de développement durable et pour le rôle de l'ensemble des parties prenantes.

¹ <https://www.who.int/news/item/01-07-2021-billions-of-people-will-lack-access-to-safe-water-sanitation-and-hygiene-in-2030-unless-progress-quadruples-warn-who-unicef>
² Water, sanitation and hygiene (WASH). EAH (Eau, assainissement et hygiène) en français
³ <https://www.iucn.org/fr/a-propos/congres-mondial-de-la-nature>
⁴ <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wgl/>

QUAND VA-T-ON DÉCIDER D'APPUYER SUR L'ACCÉLÉRATEUR ?

Par Gérard Payen, Vice-président du Partenariat Français pour l'Eau et ancien Conseiller pour l'Eau du Secrétaire général des Nations unies (UNSGAB)

En septembre 2019, afin d'atteindre les Objectifs mondiaux de développement durable (ODD) en 2030, les États membres des Nations unies ont décidé d'accélérer leurs efforts et ont déclaré 2020-2030 "décennie d'action et de résultats". Cette volonté d'accélération ne concernait pas les actions liées à l'eau. Au contraire, s'appuyant sur des rapports peu alarmistes des agences onusiennes, les États se sont même félicités de leurs progrès en matière d'eau potable.

Depuis, UN-Water a fait de gros progrès en matière de statistiques. La connaissance des enjeux s'est bien améliorée avec, en particulier mi-2021, des rapports fournissant des estimations quantitatives sur la quasi-totalité des dix indicateurs ODD relatifs à l'eau. Ces nouvelles données montrent de façon plus claire les énormes besoins et la lenteur des progrès. Il n'est plus question de minimiser ou nier les problèmes.

Les agences onusiennes ont enfin réagi. Lors d'une réunion de tous les ambassadeurs à New York, le 18 mars 2021, elles ont martelé publiquement le message selon lequel les États devaient "quadrupler le rythme de leurs efforts" dans le domaine de l'eau. "Quadrupler", ce n'est pas anodin. Ce n'est pas 5 ou 10 %. C'est une accélération colossale d'une ampleur quasiment jamais constatée dans les actions publiques. Pour quadrupler, il est nécessaire de réviser toutes les politiques publiques, de dresser des plans d'action avec des objectifs précis et des étapes intermédiaires et, bien entendu,

de mobiliser des moyens adaptés bien supérieurs aux moyens actuels.

Hélas, depuis l'adoption des ODD en 2015, sauf exception dont je n'ai pas connaissance, les politiques publiques relatives aux ressources en eau, à l'accès à l'eau et à l'assainissement, à la gestion des pollutions hydriques n'ont été modifiées jusqu'à présent que de façon marginale. L'accélérateur ne semble avoir été enfoncé nulle part. Les statistiques mondiales montrent des progrès lents et très relatifs.

Ainsi, le nombre de personnes sans accès à de l'eau non contaminée était-il de 2,0 milliards en 2020, en réduction de moins de 0,2 milliard sur 5 ans. Une poursuite au même rythme de 2020 à 2030 laisserait au moins 1,4 milliards d'êtres humains sans eau potable en 2030, date qui est pourtant prévue par l'Agenda 2030 pour l'accès "universel", c'est-à-dire l'accès de tous à de l'eau véritablement potable. Pire, l'accès à l'eau potable régresse dans certaines parties du monde comme dans sa moitié urbaine ou en Afrique subsaharienne. Par ailleurs, aucun pays ne semble s'être approprié l'objectif collectif de réduire de moitié entre 2015 et 2030 les flux de pollution rejetés par ses eaux urbaines.

ALORS, QUI VA APPUYER SUR L'ACCÉLÉRATEUR ET QUAND ?

Évidemment, les actions liées à l'eau sont locales et souvent du ressort des

autorités locales. Mais dans notre monde interconnecté, ces actions locales doivent s'inscrire dans une vision plus large, allant au-delà même des frontières nationales. En effet, les interdépendances sont nombreuses, que ce soit par le biais des bassins hydrographiques ou par celui des importations de produits commerciaux qui permettent à de nombreux pays d'utiliser à leur profit l'eau disponible dans d'autres pays. Les États ont donc un rôle important à jouer, chez eux et entre eux. À l'international, il leur arrive de se rencontrer pour parler de sujets liés à un aspect de l'eau mais ces rencontres ne traitent que très rarement de l'ensemble des enjeux de l'eau. Ainsi, par exemple, les États n'ont pas encore trouvé le temps de discuter sérieusement de leurs progrès vers les 20 cibles ODD liées à l'Eau.

Cependant, comme je l'écrivais dans ce baromètre l'an dernier, une séquence diplomatique exceptionnelle s'est ouverte fin 2019 dans la perspective d'une grande conférence organisée par l'ONU sur l'eau en mars 2023. Les États se sont déjà rencontrés en mars 2021 à New York et en juillet 2021 à Bonn en Allemagne. Ils vont se retrouver à Dakar lors du 9^e Forum mondial de l'eau puis encore au moins trois fois avant mars 2023. Si les étapes intermédiaires sont importantes, les prises de décisions ne pourront se faire que lors de la conférence de 2023. Vont-ils saisir cette rare occasion de décider d'agir et d'appuyer sur les nombreux accélérateurs à leur portée ?

L'EAU EN AFRIQUE DE L'OUEST ET EN AFRIQUE CENTRALE : AUGMENTER LA PRODUCTION POUR RÉPONDRE À UNE DEMANDE ACCRUE

Par Luc Soenen, Coordinateur Eau, Assainissement, Hygiène et Abri, Commission européenne, Bureau Régional Afrique

Les besoins en eau en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale ne cessent d'augmenter, voire de se démultiplier dans certaines régions. Luc Soenen du Bureau Régional Afrique de la Commission européenne souligne l'importance que revêt l'augmentation de la production de cette ressource.

L'insécurité en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale a causé des déplacements massifs de population - plus de 8,5 millions de déplacés et réfugiés au Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine et Tchad - vers des zones plus sûres, créant une augmentation du besoin et de la demande en eau, en assainissement et en hygiène, à laquelle les infrastructures existantes, quand seulement elles existent, ne peuvent répondre.

Le risque pour la santé publique augmente généralement de façon substantielle du fait d'une plus grande concentration de population, facilitant la propagation des maladies et des épidémies.

La ressource en eau se retrouve partagée par un plus grand nombre de personnes et soumise à une charge qu'elle ne peut pas supporter ou pour laquelle elle n'est pas dimensionnée. Le risque de tensions entre populations hôtes et déplacées est exacerbé.

La situation observée est souvent en-dessous des lignes directrices humanitaires minimales c'est-à-dire des cibles minimales identifiées par la communauté humanitaire comme étant nécessaires pour atteindre et garantir une situation acceptable en termes de santé publique et de dignité humaine.

La qualité de mise en œuvre des projets d'assistance "Eau, Assainissement et Hygiène" (EAH) est trop souvent médiocre

et insuffisante. De façon inquiétante, l'évolution dans le temps semble montrer une dégradation, anormale et inacceptable et c'est également vrai pour les financements, rendant cette évolution plus grave encore. Le secteur EAH a perdu sa première place automatique et évidente ; il est impératif qu'il la retrouve dans la mesure où il est à la base d'à peu près tout. Sans lui, tout s'effondre.

Le financement "EAH" par ECHO dans la région "Afrique de l'Ouest et centrale" est passé de 5 millions d'euros en 2016 à 18 millions d'euros en 2017, puis est descendu aux alentours des 11 millions d'euros depuis, dans une approche humanitaire à la fois multisectorielle (particulièrement en support de la santé - nutrition) et sectorielle ("WASH" uniquement)¹.

Dans ce contexte, la priorisation devrait être l'augmentation de l'offre et de la production ; il s'agit probablement de l'aspect le plus "challengeant" et dont est attendue la valeur ajoutée des acteurs humanitaires. Concrètement, les points d'eau qui en ont le potentiel devraient être développés et mieux exploités. Une meilleure connaissance, une gestion renforcée et un suivi plus soutenu de la ressource en eau - en particulier de la ressource en eau souterraine - méritent aussi une plus grande attention et une plus grande priorisation. La coordination entre humanitaire, transition et développement permet de faire plus et mieux. Enfin, toute son importance doit être donnée à la dimension environnementale.

"La priorisation devrait être l'augmentation de l'offre et de la production."

¹ https://ec.europa.eu/echo/what/humanitarian-aid/water-sanitation-hygiene_en

9^e FORUM MONDIAL DE L'EAU À DAKAR : EN ROUTE POUR 2023

Par Marine Collignon, cheffe du pôle eaux, pollutions et affaires transversales, et Eugénie Avram, experte eau, assainissement, gestion intégrée des ressources (DGM/DDD/CLEN), Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Les Forums mondiaux de l'eau, organisés tous les trois ans, sont des événements majeurs du calendrier international. La 9^e édition organisée par le Sénégal et accueillie à Dakar en mars 2022 revêt cependant une importance particulière. Les résultats du Forum 2022 contribueront directement à la préparation de la Conférence onusienne sur l'eau de 2023, la première organisée sous l'égide des Nations unies depuis 1977.

La 9^e édition du Forum mondial de l'eau à Dakar est inédite à plus d'un titre. Premier Forum organisé en Afrique subsaharienne, elle sera l'occasion de mettre l'accent sur les problématiques spécifiques rencontrées par les pays africains et d'identifier des solutions adaptées. Cette édition se tiendra par ailleurs dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 qui a mis en lumière les conséquences du manque d'accès à l'hygiène, à l'assainissement et à l'eau potable qui concerne 30 % de la population mondiale, dont 70 % située en Afrique subsaharienne. Ce Forum s'inscrit enfin dans une séquence multilatérale marquée par la préparation de la revue à mi-parcours de la décennie pour l'eau et le développement et de la première conférence onusienne sur l'eau (New York, 22-24 mars 2023) organisée sous l'égide des Nations unies depuis 1977.

Le 9^e Forum mondial de l'eau constitue en effet le deuxième des cinq jalons préparatoires de la conférence onusienne sur l'eau, co-organisée par le Tadjikistan et les Pays-Bas¹, après les dialogues sur l'eau de Bonn organisés par l'Allemagne en juillet 2021. Il sera suivi par le sommet sur l'eau Asie-Pacifique (Japon), le symposium de haut niveau sur l'eau en marge de la conférence onusienne sur les océans (Portugal, juin 2022) et la conférence de haut niveau de Douchanbé (Tadjikistan).

Pour la France, l'un des enjeux principaux est de s'assurer de l'appropriation par la communauté internationale du cadre d'accélération pour la réalisation du 6^e Objectif de développement durable

(ODD6) lancé en 2020 par l'ONU-eau, notamment à travers l'approfondissement et l'opérationnalisation des messages élaborés dans le cadre des dialogues sur l'eau de Bonn. La cohérence et la complémentarité des différents événements préparatoires sont en effet l'une des conditions de réussite de la future conférence onusienne sur l'eau. À cet égard, le thème choisi par le Sénégal pour le Forum – la sécurité de l'eau et de l'assainissement pour la paix et le développement – et l'attention particulière portée aux solutions de terrain, semblent particulièrement pertinents pour embrasser l'ensemble des problématiques du secteur de l'eau et de l'assainissement, pour lequel la communauté internationale devra prendre des engagements à la hauteur des enjeux. Car c'est bien le défi de cette conférence onusienne : faire un point d'étape, s'engager et agir pour que l'accès universel à l'eau et l'assainissement et la gestion durable des ressources soient effectifs d'ici à 2030.

Nous savons que les stratégies déployées jusqu'à maintenant sont insuffisantes. Près de 2,2 milliards de personnes restent privées d'eau potable, plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès à des services d'assainissement adéquats et ne dispose d'aucune installation pour se laver les mains (OMS, UNICEF). En parallèle, près de la moitié de la population mondiale est touchée par des pénuries d'eau sévères, un chiffre qui atteindrait 5 milliards en 2050 (ONU). Dans ce contexte, l'ONU estime qu'il faudrait quadrupler les investissements dans le secteur pour atteindre les 18 cibles de l'Agenda 2030 liées à l'eau dont dépendent

tant d'autres enjeux tels que la paix et la sécurité, la santé publique, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'énergie, le développement économique, la lutte contre le changement climatique et la dégradation de la biodiversité. Face à ces constats, il semble indispensable que la communauté internationale et l'ensemble des acteurs se mobilisent.

C'est pourquoi, la France, en ligne avec sa stratégie internationale pour l'eau et l'assainissement (2020-2030)², plaide pour que la communauté internationale se saisisse de cette opportunité unique pour renforcer le dialogue multilatéral et encourage les décideurs politiques et l'ensemble des acteurs et secteurs d'activités à s'engager résolument en faveur de la réalisation du droit humain à l'eau et l'assainissement et d'un renforcement de la gestion intégrée et concertée à l'échelle des bassins versants, y compris transfrontaliers. L'amélioration de la gouvernance du secteur à toutes les échelles, la sécurisation des ressources dans le contexte actuel de changement climatique, et le renforcement des connaissances et des moyens dédiés au secteur sont des enjeux cruciaux que la France est résolue à porter dans le cadre de la conférence de 2023 et au-delà.

¹ Voir la résolution A/RES/75/212 adoptée le 21 décembre 2020 par l'Assemblée Générale des Nations unies
² https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/eau_fr_web_cle07e783.pdf (version française)



LES SITUATIONS DE CRISE ET L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT

Par Alain Boinet, en collaboration avec Baptiste Lecuyot, Sonia Rahal et Allassane Traoré,
SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Le thème du 9^e Forum mondial de l'eau, "la sécurité de l'eau pour la paix et le développement", est un objectif mais pas une réalité pour des populations qui en sont privées du fait d'un conflit, d'une catastrophe ou d'une épidémie. La session 1 A 1 du Forum a pour objectif de présenter des réponses concrètes et reproductibles.

Pour ces populations pauvres et victimes d'une crise sans accès suffisant à l'eau potable et à l'assainissement, les conséquences funestes sont nombreuses : maladies hydriques, mortalité infantile, insécurité alimentaire, tensions entre usagers de l'eau, déplacement forcé des populations et entrave à tout développement. C'est ce que l'on qualifie habituellement de "crise humanitaire".

Les organisations humanitaires spécialisées interviennent alors dans l'urgence face aux besoins immédiats et quotidiens. Elles doivent ensuite accompagner les populations pendant la crise en recherchant des solutions durables avec ces dernières et les acteurs locaux, nationaux et internationaux. C'est ce que l'on nomme le "nexus humanitaire-développement". Ce "double nexus" représente un enjeu déterminant pour l'accès des populations aux services de base.

Doit-on rappeler qu'aujourd'hui même, 2,2 milliards d'êtres humains n'ont pas accès à une eau potable sûre et que 4,2 milliards n'ont pas accès à l'assainissement ? Doit-on également rappeler que c'est dans les situations de crise des pays défavorisés que la vie des êtres humains est la plus menacée ?

Avec des exemples de projets en cours ou réalisés, la session 1 A 1 du Forum de Dakar présentera les diverses phases du nexus humanitaire-développement.

La phase de l'urgence sera illustrée par la réponse à l'épidémie de choléra déclenchée après le tremblement de terre de janvier

2010 en Haïti. Afin d'éviter un enracinement de l'épidémie, il était nécessaire d'agir rapidement et de manière concertée. Un plan d'action et la coordination des acteurs (acteurs de santé, Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement haïtienne, ONG humanitaires, bailleurs) ont permis, à l'aide d'équipes mobiles d'intervention rapide, d'isoler rapidement les malades, de les soigner et d'éradiquer progressivement le choléra dans le pays.

Le cœur du nexus réside dans la phase suivante, celle de l'accompagnement dans la durée à l'instar de ce qui est en train d'être mis en œuvre au Burkina Faso où l'insécurité s'étend. Il y avait 47 000 personnes déplacées en 2018 ; elles sont 1,3 million aujourd'hui sur 21 millions d'habitants. Au total, ce sont plus de 2,5 millions de personnes qui ont besoin d'une assistance en eau et en assainissement. Pour y répondre, un projet volontariste de renforcement des services publics – appelé "Nex'Eau" – est en cours. Il regroupe des partenaires complémentaires : le ministère de l'Eau et de l'Assainissement, l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement, les communes, le GRET – acteur de développement, le Groupe URD – acteur d'évaluation et de capitalisation -, et SOLIDARITÉS INTERNATIONALE – acteur humanitaire qui coordonne ce projet d'ensemble d'une durée de trois ans pour un budget de 10 millions d'euros financé par l'Agence Française de Développement et l'Agence des États-Unis pour le développement international. Le projet Nex'Eau fera l'objet d'un exposé lors de ladite session.

La session 1 A 1 sera aussi l'occasion de présenter des solutions innovantes et des projets de recherche partagée. Enfin, pour être aussi concrets que possible, nous traiterons les questions de l'insuffisance des financements, des mécanismes de coordination et des outils et protocoles d'action.

Nous savons qu'il faut multiplier les financements par quatre pour atteindre l'Objectif de développement durable n°6. Il s'agit également de noter que ces financements manquent de flexibilité et sont encore d'une durée trop courte.

La coordination à l'œuvre dans le cadre du Global Wash Cluster et de la Feuille de Route "Eau, Assainissement et Hygiène" 2020-2025 (lancée par 35 organisations) sera mise en avant. Cette feuille de route prometteuse développe 16 initiatives clés, comme le mécanisme de classification de la sévérité WASH (WASH Severity Classification), qui vise à se doter collectivement d'outils et de protocoles d'action testés, éprouvés et validés.

Nous vous invitons à venir découvrir et participer à cette session 1 A 1 du Forum de Dakar et vous signalons aussi la tenue des sessions 1 A 2 et 1 A 3 ainsi que celle de la session spéciale de la Feuille de Route "Eau, Assainissement et Hygiène" 2020-2025.

Rendez-vous au Forum de Dakar !

DÉFIS À RELEVER



Raréfaction de l'eau, dérèglement climatique, catastrophes naturelles, propagation des épidémies, augmentation des besoins et multiplication des risques... : de nombreux défis se présentent aux acteurs du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. L'étude de leur manifestation et de leurs caractéristiques permet de mieux y répondre et de mieux s'y préparer.

“APPORTER UNE RÉPONSE CONCRÈTE, EFFICACE ET DURABLE AUX POPULATIONS AFFECTÉES PAR LE CONFLIT AU MALI”

Témoignage de Mahamadou Ayouba Maiga, responsable du programme “Eau, Assainissement et Hygiène” pour SOLIDARITÉS INTERNATIONALE au Mali

Je suis ingénieur de génie rural et diplômé en gestion de projets “Eau, Assainissement et Hygiène” humanitaires de l’université 2iE de Ouagadougou au Burkina Faso. J’ai récemment rejoint SOLIDARITÉS INTERNATIONALE pour occuper le poste de responsable du programme “EAH” de l’ONG au Mali. Dans le cadre de cette mission, j’ai eu l’opportunité de coordonner et de suivre la construction/réhabilitation de systèmes hydrauliques villageois améliorés (SHVA) dans la région de Tombouctou et de Ségou au Mali. Ces projets sont financés par le Bureau for Humanitarian Assistance (BHA).

Un SHVA est une infrastructure destinée à l’alimentation en eau potable et en eau pour

les animaux en milieu rural. Cette dernière comprend généralement un forage équipé d’une pompe, d’une source d’alimentation (solaire et/ou électrique), d’un réservoir et d’un petit réseau de distribution via des bornes fontaines (ainsi que, parfois, des abreuvoirs pour les animaux).

Pour illustrer la pertinence de la construction/réhabilitation de ces systèmes au Mali, je m’appuierai sur un exemple concret. Le site de Boumodi, commune de Nampalari (à moins de 30 km de la frontière mauritanienne), est un village de 1 500 habitants environ, majoritairement peuhls et grands éleveurs de bétail. Avant l’intervention de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, le village

ne possédait qu’un seul puits pastoral à grand diamètre pour répondre aux besoins d’accès à l’eau potable des populations et l’abreuvement des animaux. L’ONG y a effectué une mission de pré-ciblage de points d’eau à réhabiliter au cours de laquelle l’équipe EAH a constaté la présence d’un forage non fonctionnel et abandonné sur le site. Au regard de la taille de la population et du nombre de têtes de bétail, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a décidé d’un commun accord avec la collectivité locale, les leaders communautaires et les services techniques de l’hydraulique de présélectionner cet ouvrage. Il a été procédé à des opérations de soufflage, d’essai de pompage et d’analyses bactériologiques et physico-chimiques. Les

résultats d’analyses et les caractéristiques techniques du forage se sont avérés très appréciables (débit de 25 m³/h) et de qualité suffisante pour réaliser un SHVA.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, en collaboration avec ses partenaires, a donc équipé le forage d’une pompe solaire, d’un château d’eau d’une capacité de 20 m³, de quatre bornes fontaines et deux abreuvoirs rectangulaires afin de répondre aux besoins aigus des populations et de faciliter l’abreuvement des animaux. Notre organisation a également participé à la mise en place d’un comité de gestion de ce point d’eau. Les infrastructures sont maintenues en bon état grâce à des entretiens courants et périodiques. Le mode de paiement instauré en assemblée générale par le comité est respecté par les usagers.

Cette intervention a été possible grâce à la collaboration active des personnes bénéficiaires directes et indirectes ainsi qu’à la mobilisation des leaders communautaires,

de la collectivité locale et des services techniques locaux et régionaux. Un cadre de collaboration et de partenariat a permis de définir les rôles et responsabilités de chaque partie afin de garantir une intervention efficace.

Il s’agit cependant de noter que SOLIDARITÉS INTERNATIONALE et ses partenaires ont dû relever plusieurs défis dans le cadre de cette intervention. Le premier est lié à la dégradation du contexte sécuritaire : la commune de Nampalari n’est pas loin de la frontière avec la Mauritanie et est souvent confrontée à des incursions de groupes armés. Grâce à un dialogue de proximité avec les acteurs de terrain ainsi que la force et l’ancrage de ses employés locaux, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

a pu mitiger les risques sécuritaires. Nous avons dû aussi faire face à des routes abîmées, rendant difficile le transport des matériels et matériaux jusqu’à Nampalari. Nous avons cependant réduit ces contraintes grâce à un travail de planification anticipée et une collaboration étroite avec les entrepreneurs locaux.

Les efforts déployés ont permis d’apporter une réponse concrète, efficace et durable aux populations affectées par le conflit au Mali.



“EN CONTEXTE SÉCURITAIRE INSTABLE, L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET LA FOURNITURE DE SERVICES D'ASSAINISSEMENT ADÉQUATS SONT DE VÉRITABLES DÉFIS”

Entretien avec **G. Frédéric François Kabore, directeur général de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) du Burkina Faso. L'ONEA a pour mission la création, la gestion, la protection et l'amélioration des installations d'eau et d'assainissement au Burkina Faso**

L'Objectif du développement durable n°6 vise un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène d'ici 2030. Pouvez-vous nous donner des exemples de réalisations marquantes de l'ONEA effectuées au cours des cinq dernières années, qui auraient notamment contribué à l'atteinte de cet objectif ?

Au cours des cinq années écoulées, de nombreux investissements structurants ont été effectués et différents projets et programmes ont été réalisés au bénéfice des populations urbaines.

Nous pouvons citer le projet sectoriel "eau en milieu urbain" dont l'objectif global était de contribuer à la réalisation des infrastructures pour améliorer le taux d'accès à l'eau et à l'assainissement à Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou et Dédougou. Ce projet a permis d'étendre le réseau de 145 km, de réaliser 25 000 branchements sociaux, de construire des bornes fontaines, de construire et réhabiliter 18 000 latrines et de créer des puisards raccordés à des bacs à laver ou des douches.

Nous avons aussi mis en œuvre la deuxième phase du Projet d'Alimentation en eau potable de la ville de Ouagadougou à partir

du barrage de Ziga visant à répondre à la demande en eau potable de la capitale à l'horizon 2030 et à étendre l'accès à l'eau potable dans ses quartiers périphériques. Les résultats finaux de la mise en œuvre du projet AEP Ouaga Ziga se résument comme suit : augmentation de 7 500 m³/h de la capacité de production en eau potable à partir du barrage de Ziga, augmentation de la capacité de stockage de 18 000 m³, augmentation du linéaire de conduites d'adduction de 91,2 km environ, augmentation du réseau de distribution (30,6 km de réseaux primaires, 688 km de réseaux secondaires et tertiaires), augmentation du nombre d'abonnés à travers la réalisation de 52 200 branchements sociaux et 160 bornes fontaines, renforcement des capacités de l'ONEA et activités de promotion de l'hygiène.

Nous avons aussi à cœur de mettre en avant la création d'une unité de production de biogaz

dans la ville de Ouagadougou. Il s'agit d'une unité de méthanisation qui produit du biogaz par un processus de digestion des boues. Le système fonctionne avec 400 m³ de boues par jour (100 m³ de boues concentrées) qui sont mélangés à 9 tonnes par jour de co-substrats (déchets d'abattoirs, tourteaux de jatropha, rejets de fruits et légumes ainsi que d'autres déchets organiques). Le biogaz produit est transformé en électricité et en chaleur par des co-générateurs de 100 KW et 1 MW.

Il s'agit enfin de faire mention de la réalisation de vingt-deux forages profonds à grand débit dans les régions des Hauts Bassins, dans la Boucle du Mouhoun et dans les Cascades.

Quelles ont été les principales difficultés provoquées par la crise actuelle et les conséquences auxquelles l'ONEA a été confronté dans la conduite de ses missions ?

Depuis plus de cinq ans, le Burkina Faso fait face à une croissance significative des besoins humanitaires en raison de la forte dégradation du contexte sécuritaire. Les déplacements massifs de plus de 1 368 000 personnes au niveau national¹, s'installant majoritairement dans les centres urbains des régions du Sahel, du Nord, du Centre-Nord et de l'Est ont pour conséquence la dégradation des niveaux de services d'eau potable et d'assainissement dans les villes concernées (baisse de pression, coupures d'eau prolongées, files d'attente...), qui faisaient déjà face à des difficultés structurelles dues à des contextes hydrogéologiques majoritairement défavorables.

¹ Chiffres CONASUR, Juillet 2021

Quelles mesures d'adaptation (ou d'atténuation) aux changements climatiques et/ou aux risques naturels l'ONEA a-t-il mis en œuvre ou prévu de réaliser sur le territoire burkinabé ?

L'ONEA, à l'image de toutes les sociétés d'eau en Afrique subsaharienne, fait face aux effets des changements climatiques. Ces effets se traduisent par une raréfaction des ressources en eau exploitées aux fins d'approvisionnement en eau potable des populations urbaines et semi-urbaines en raison, notamment, du tarissement prématuré des plans d'eau de surface (sous l'action combinée de l'évapotranspiration et des phénomènes anthropiques) ainsi que de la baisse des niveaux et des débits des ouvrages de mobilisation des eaux souterraines.

Au regard de la vulnérabilité de notre pays aux effets du changement climatique, l'ONEA intègre les mesures d'atténuation et d'adaptation prises au niveau national dans ses activités. Il s'agit principalement de :

- la généralisation des systèmes de traitement des eaux usées et d'assainissement pour limiter les émissions de gaz à effets de serre (GES) liées aux eaux usées ;
- la généralisation des méthodes de gestion intégrée des ressources en eau ;
- le développement de systèmes de monitoring adaptés ;

Quelles solutions, techniques ou organisationnelles, l'ONEA a-t-il pu mettre en place pour faire face à cette situation de crise ?

En contexte sécuritaire instable, l'approvisionnement en eau potable et la fourniture de services d'assainissement adéquats sont de véritables défis. L'ONEA a donc initié différents programmes d'urgence avec l'appui de ses partenaires pour faire face à cet accroissement des besoins en eau non planifié. Nous pouvons mentionner, par exemple, les travaux de construction de la nouvelle station de traitement de Dori dans le cadre du projet "Eau et croissance économique durable" au Sahel qui a permis d'accroître la disponibilité de l'eau potable à Dori et treize villages connectés.

Le projet "branchements sociaux" dans dix-neuf centres ONEA au niveau des centres frontaliers du Mali et du Niger a permis de rendre disponible l'eau potable à 7 423 ménages.

Données sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les 58 localités burkinabées couvertes par l'ONEA

	2016	2017	2018	2019	2020
Taux d'accès à l'eau potable	91%	91,7%	91,10%	92,88%	93,30%
Taux d'accès à l'assainissement	37%	38%	38,2%	38,4%	38,61%
Nombre d'abonnés actifs (branchements privés)	361 475	395 744	396 796	414 602	449 239

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SERVICES “EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE”

Par Florent Lavie-Derande, chargé de mission WaSH en contexte de Crises et Fragilités, et Alexandre Alix, chargé de mission Eau et Climat, Partenariat Français pour l'Eau

Le changement climatique actuellement à l'œuvre menace à la fois les services d'approvisionnement en eau et en assainissement et la pérennité de la ressource en eau. Les services EAH doivent dès lors s'adapter aux défis imposés par le réchauffement de la planète et les catastrophes naturelles et climatiques qui en découlent.

Les activités humaines ont un impact conséquent et catastrophique qu'il n'est plus besoin de démontrer. Le Centre de surveillance des déplacements internes a recensé plus de 30 millions¹ de personnes déplacées en 2020 pour cause de catastrophes naturelles, contre plus de 9 millions de déplacés en raison des conflits.

L'impact que peut avoir le climat sur les populations est évidemment lié à leur vulnérabilité et à leur niveau d'exposition au risque. De facto, les personnes vivant dans les pays en voie de développement étant déjà affectées par un manque d'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH), ne sont que plus impactées par le changement climatique. Il faut cependant souligner que la majorité des émissions de gaz à effet de serre est le fait des pays dits les plus développés, tandis que les pays économiquement plus fragiles sont certainement moins responsables et qu'un appui externe est nécessaire pour les aider à faire face au défi climatique.

Le réchauffement climatique entraîne un bouleversement du cycle de l'eau avec pour conséquences des phénomènes météorologiques de plus en plus violents et récurrents, et une montée du niveau de la mer. Du fait de cette augmentation de température, suivie de sécheresses et d'épisodes orageux, l'eau est donc au cœur des préoccupations ; et lorsqu'il s'agit de venir assister des populations fragilisées par les conflits et/ou les catastrophes naturelles, la prise en compte du facteur climat est devenue nécessaire. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, les changements climatiques devraient entraîner jusqu'à 250 000 décès supplémentaires par an à

partir de 2030, attribuables à la malnutrition, au paludisme, à la diarrhée et au stress thermique.

Du point de vue de la gestion des projets EAH, dont l'objectif principal est la réduction des maladies liées à l'eau, les défis liés aux effets du changement climatique sont multiples.

Premièrement, l'accès à une eau potable de qualité se retrouve détérioré par la montée des mers et des océans en zones côtières d'une part (apparition de biseaux salés), et, d'autre part, les sources d'eau sont contaminées par le ruissellement des eaux de surface du fait des épisodes pluvieux récurrents et d'une mauvaise gestion des eaux usées.

Deuxièmement, la quantité d'eau disponible diminue du fait de la recharge limitée des nappes due à des périodes de sécheresse prolongée, ainsi qu'à une extraction croissante pour les besoins humains, agricoles et industriels. Le manque d'eau a déjà des effets sur les déplacements de population, celles-ci se rapprochant des centres urbains, mais aussi sur la propagation des maladies liées à l'eau (diarrhées, choléra, dysenteries, hépatites etc.). Des problématiques particulières se développent d'ailleurs dans les zones urbaines affectées par la surpopulation et l'habitat informel et présentant un accès insuffisant à l'eau potable et à un assainissement adéquat, plus à risque de créer des foyers de propagation de maladies. Cette problématique d'accès à l'eau et à l'assainissement en zone à forte densité de population est également observable dans les camps de déplacés et réfugiés, notamment sur les crises de longue durée.

La hausse des températures et la destruction des écosystèmes à l'origine de zoonoses, entraînent également un accroissement du risque épidémique, comme pour la maladie à virus Ebola, la dengue ou le paludisme pour lesquels une réponse adaptée et intégrée (EAH et santé) est nécessaire.

Les interventions EAH en réponse aux crises actuelles (conflits et catastrophes naturelles) sont déjà contraintes par les difficultés d'accès et les financements insuffisants face à un nombre toujours croissant de personnes dans le besoin et des crises qui se prolongent ; le changement climatique exerce une pression supplémentaire affectant leur qualité et leur durabilité.

De manière générale, le secteur humanitaire et les politiques publiques doivent prendre en considération ces risques liés au changement climatique de façon à limiter son impact sur les populations à risques. Les mesures d'adaptation et d'atténuation au changement climatique sont donc à inclure dans les stratégies d'intervention, y compris par l'établissement de synergies entre les différents secteurs car l'eau, l'assainissement et l'hygiène sont liés au grand cycle de l'eau.

¹ Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC). "Global Internal Displacement Database" Data (2020). <https://www.internal-displacement.org/database/displacement-data>



LUTTER CONTRE LE FLÉAU DES INONDATIONS EN AFRIQUE

Par Baptiste Lecuyot en collaboration avec Allassane Traoré et Laminou Amadou Chaïbou, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Depuis plusieurs années, de nombreuses régions d'Afrique sont frappées par des précipitations d'une ampleur et d'une violence extraordinaires, dévastant des territoires entiers et affectant des centaines de milliers de personnes. SOLIDARITÉS INTERNATIONALE apporte une réponse d'urgence et une aide durable aux populations affectées.

Cultures et stocks anéantis, cheptels décimés, maisons et infrastructures dévastées, déplacements de populations, accroissement de l'insécurité alimentaire : les précipitations et les inondations assombrissent, un peu plus encore, les perspectives des pays gravement touchés comme le Niger, le Tchad, le Cameroun, le Nigéria, le Burkina Faso ou encore le Soudan du Sud. La contamination des points d'eau et la destruction des installations sanitaires favorisent l'apparition et la propagation des épidémies. Autres conséquences notables : la dislocation du lien social et une interruption de la scolarité, les écoles se retrouvant souvent détruites ou étant très éloignées des lieux de relocalisation.

La relocalisation apporte, elle aussi, son lot de risques : promiscuité, insalubrité et manque d'accès aux services de base. Aissa Hima, victime des inondations de l'été 2020 au Niger, témoigne : *"le gouvernement nous a demandé de nous rendre dans des écoles [qui étaient inoccupées pendant la période estivale, NDLR]. Nous étions 3 000 familles dans une école. Les latrines fonctionnaient mal, il y avait des moustiques. Je suis tombée malade. Nous y sommes restés deux mois. À la rentrée des classes, le 15 octobre, nous avons alors été déplacés sur le site de l'Hippodrome."*

AIDER DANS L'URGENCE ET SUR LE LONG TERME

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, déjà présente dans la plupart des pays frappés par ces catastrophes, répond rapidement

aux besoins urgents des populations. Ainsi, au Niger, l'ONG a mis en œuvre des activités "Eau, Assainissement et Hygiène" afin de limiter les risques de propagation de maladies hydriques et des épidémies. Les équipes ont approvisionné la population affectée en eau potable, distribué des kits d'hygiène et pris en charge une partie de la gestion des déchets et de la vidange des latrines des sites de relocalisation temporaire.

L'appui d'urgence peut aussi consister en la distribution de nourriture, de coupons alimentaires, d'abris et d'articles ménagers essentiels (moustiquaires, matelas, vêtements...).

Des actions à long terme sont également implémentées de façon à garantir un accès à ces services sur la durée. À Niamey, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a réalisé un mini-réseau de distribution d'eau et mis en place un réservoir de stockage de 50 m³ raccordé directement à la Société d'Exploitation des Eaux du Niger afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement en eau potable. Une collaboration étroite avec les autorités locales et les partenaires opérationnels est indispensable à la réussite de ces projets.

FREINER LES RISQUES EN AMONT

L'accroissement des phénomènes pluvieux intenses est consécutif à l'augmentation des températures au niveau planétaire. Si l'on ne saurait considérer le réchauffement climatique comme une fatalité, il est

cependant une réalité qui impose de mettre en œuvre dès à présent des mesures d'atténuation et d'adaptation à ses conséquences. Dans cette optique, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE met en place des programmes de réduction des risques de catastrophes permettant de travailler avec les populations sur la préparation, la prévention ou l'atténuation des impacts potentiels.

Mais si les réponses existent, leur mise en œuvre est souvent complexe. Au Soudan du Sud, ravagé par les inondations en octobre 2021, la montée des eaux a rendu l'accès aux populations extrêmement compliqué : les équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE doivent faire sept heures de canoë dans les herbes hautes pour apporter des pastilles de purification d'eau à certaines communautés. Par ailleurs, les moyens financiers manquent grandement. Dans certains pays, les fonds disponibles pour l'aide humanitaire diminuent chaque année, alors même qu'ils sont de plus en plus frappés par ces catastrophes. Ces dernières viennent affaiblir la santé et l'économie des populations souvent déjà affectées par de multiples chocs, devenant les principales victimes des conséquences d'un changement climatique qu'elles ont peu contribué à alimenter. Donner aux institutions et aux organisations les capacités de se préparer suffisamment et de répondre avec efficacité aux aléas climatiques est un préalable incontournable pour un développement durable et juste.

AMÉLIORER LA GESTION DES EAUX SOUTERRAINES AU NORD-EST DU NIGÉRIA

Par Tom Heath, Kannan Rangaiya et Mohammed Liman Kingim, Action Contre la Faim

Depuis la montée en puissance de la réponse humanitaire au nord-est du Nigéria en 2016, des questions ont été soulevées concernant des lacunes de connaissances et une surexploitation des ressources souterraines du pays. Afin de contribuer à une meilleure gestion des eaux souterraines dans cette région, Action Contre la Faim et l'Agence des services hydrologiques du Nigéria ont récemment lancé une enquête.

Après plus d'une décennie de conflits, la crise humanitaire au nord-est du Nigéria demeure l'une des plus graves au monde. Augmenter l'approvisionnement en eau est l'un des axes de réponse à cette crise, en utilisant notamment les eaux souterraines. En 2019, l'Agence des États-Unis pour le développement international a fait part de ses préoccupations concernant des lacunes de connaissances et une surexploitation des ressources souterraines. En effet, les nouveaux forages sont très nombreux, les prélèvements des aquifères sous-jacents sont en augmentation et aucun modèle hydrogéologique n'existe pour soutenir la gestion durable des ressources souterraines.

Action Contre la Faim (ACF) et l'Agence des services hydrologiques du Nigéria ont mandaté un consultant (Geo 9) pour mener une enquête. Ce projet a démontré que les niveaux d'eaux souterraines diminuent depuis plus de 60 ans. Plusieurs problématiques liées à la qualité de l'eau ont également été relevées, notamment la salinité et des niveaux élevés de nitrate, fluor, thallium, arsenic et de sulfates, en raison de différentes formations rocheuses. Ces problématiques découlent du détournement des eaux d'inondation dans les zones d'alimentation des aquifères, de l'urbanisation croissante dans la région, de l'exploitation intensive des ressources en eau et d'une pollution importante à Maiduguri. En outre, l'étude a repéré divers enjeux de ressources humaines, de réglementation et de gouvernance, y compris l'application insuffisante des normes

de forage, la disponibilité limitée des services d'exploitation et de maintenance, des lacunes dans les relevés de surveillance des eaux souterraines, le manque de modernisation des systèmes de forage et de pompage et l'augmentation des prélèvements.

Afin de remédier à ces problèmes, le projet a conclu qu'il était nécessaire de mettre en place une stratégie de surveillance des eaux souterraines. En premier lieu, l'étude a rassemblé toutes les informations hydrogéologiques disponibles ainsi que toutes les données de mesure des eaux souterraines (couvrant plus de 3 300 points d'eau). À partir de cette base de données, le projet a identifié des emplacements pour installer un réseau de stations de surveillance, afin de mieux comprendre les évolutions futures du système d'eau souterraine. Par la suite, la stratégie a souligné l'importance d'améliorer les processus et les données de surveillance systématiques et de prélever de nouveaux échantillons au niveau des différents points d'eau pour les comparer avec les données historiques. Le projet a également passé en revue l'environnement institutionnel, permettant ainsi de recenser les liens avec la nouvelle Loi sur la gestion de l'eau (2020). Afin de rassembler les acteurs clés, le projet a accompagné la constitution d'un groupe de travail technique. Il est à espérer que les nouvelles mesures préconisées – si elles sont effectivement mises en œuvre – contribueront à une gestion durable des ressources souterraines de la région sur le long terme.

Le projet a mis en exergue les défis inhérents à la gestion des eaux souterraines au cours des crises humanitaires, notamment concernant les systèmes d'information. La différence entre les utilisateurs qui comprennent les principes de l'hydrogéologie et ceux qui peuvent analyser et interpréter les données a été clairement démontrée. Puisque la gestion des eaux souterraines est une science complexe qui comporte une part d'incertitude, les informations doivent être mises en forme avant usage. À ce jour, les recommandations du projet mettent l'accent sur le renforcement de la science, l'accès aux données pour tous les partenaires et l'importance de la collecte et de l'analyse des données. Ces recommandations sont bâties autour de trois axes clés : la science, les systèmes et les protocoles. Concernant le dernier axe, nous continuons d'étudier la manière dont nous pouvons utiliser les informations collectées pour proposer une stratégie et des recommandations opérationnelles aux humanitaires à l'échelle micro. Celles-ci portent notamment sur la profondeur des forages, les enquêtes géophysiques à mener, les aquifères à contrôler, et la stratégie globale concernant l'alimentation des eaux souterraines sur le long terme. Enfin, le projet souligne l'importance de disposer d'un seul point de données et la nécessité d'étendre les relevés des eaux souterraines (quelques points de données des années 1960 apportent un éclairage considérable sur les tendances à plus long terme).

L'EFFICACITÉ DES INTERVENTIONS CIBLÉES PAR ZONE EN RÉPONSE AUX FLAMBÉES DE CHOLÉRA DANS LES CONTEXTES HUMANITAIRES : UNE ÉTUDE À DISTANCE AU NORD-EST DU NIGÉRIA

Par le **Johns Hopkins Center for Humanitarian Health**

Le Center for Humanitarian Health de la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health (JHU) mène une étude observationnelle prospective pour évaluer l'efficacité des "interventions ciblées par zone" en réponse aux flambées de choléra et identifier les facteurs pouvant améliorer les interventions futures. Le nord-est du Nigéria fait partie des cas étudiés.

Le choléra constitue une menace majeure pour la santé publique à travers le monde. Selon les estimations récentes, il y a 2,9 millions de cas et 95 000 décès chaque année dans les pays du monde où la maladie est endémique¹. Le choléra est un indicateur d'inégalité et de pauvreté, reflétant un manque d'accès aux infrastructures d'eau et d'assainissement de base. Le risque d'épidémies majeures est particulièrement élevé dans les contextes humanitaires ou fragiles et lorsque les infrastructures se dégradent.

Les interventions de masse pour endiguer les flambées de choléra ne sont pas efficaces sur le plan des ressources. Les interventions préventives, ciblant les foyers qui abritent un cas de choléra et les logements voisins, se sont, elles, montrées efficaces lors des flambées précédentes^{2,3}. Ces interventions, appelées "Interventions ciblées par zone de survenue des cas" (CATIs – Case Area Targeted Interventions), sont délimitées dans le temps et l'espace : elles ciblent les foyers abritant le cas et ses voisins proches, dans une zone bien définie et dès que possible après l'identification du cas. Malgré le fait que l'approche CATI inclut presque toujours des activités EAH, ni son nom ni ses interventions clés ne sont standardisés⁴.

Le JHU a reçu le soutien du Bureau for Humanitarian Assistance (BHA) pour réaliser une analyse comparative de plusieurs contextes humanitaires et fragiles, afin d'évaluer l'efficacité des réponses CATI, déterminer quels facteurs permettent d'optimiser les mécanismes d'intervention, et ainsi éclairer les orientations futures. Ce projet en quatre parties comprend une évaluation technique, une analyse du

paysage, une étude de cas rétrospective et une étude de cas prospective.

Le JHU mène actuellement l'étude prospective au Nigéria, par le biais de deux partenariats distincts avec des ONG humanitaires internationales, Action Contre La Faim (ACF) et SOLIDARITÉS INTERNATIONALE. Ces deux ONG combattent la plus grande flambée de choléra au nord-est du Nigéria depuis 2018⁵. Avec SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, l'étude CATI a démarré début septembre à Borno, puis s'est étendue à Adamawa et Yobe. En raison des contraintes d'accès, le JHU intervient uniquement à distance.

Cette étude, de type observationnel, a pour objectif principal d'évaluer l'efficacité de l'approche CATI dans la réduction de l'incidence de nouveaux cas de choléra lors d'une flambée, notamment en décrivant la relation entre le temps d'activation d'une CATI et l'incidence du choléra dans la zone couverte par cette CATI.

La collecte de données a lieu en deux phases. Lors de la phase 1, des données sont collectées au sujet de la mise en œuvre de la réponse CATI au sein des foyers abritant un cas et des logements voisins. La phase 2 s'effectue 10 à 14 jours plus tard, lors d'une deuxième visite auprès des foyers affectés et leurs voisins dans la zone CATI, pour réaliser une enquête de suivi. Les coordonnées GPS sont enregistrées pour chaque foyer, afin de réaliser une analyse géospatiale.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE reçoit des notifications tout au long de la journée, chaque fois qu'un cas de choléra est admis dans un centre de traitement du choléra

(CTC). L'ONG déclenche alors l'intervention de ses équipes pour mettre en œuvre la réponse CATI autour du foyer abritant le cas et des logements voisins. Ces équipes d'intervention, coordonnées par l'équipe d'urgence EAH de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, sont composées de personnes élues par la communauté qui ont été formées par l'ONG à la stratégie CATI et à la collecte de données. La mise en œuvre des CATI par des personnes élues par la communauté accroît l'acceptation par celle-ci, facilite l'identification des foyers et permet un meilleur accès aux régions affectées par la violence et l'insécurité.

La collecte de données relatives aux CATI est complexe, d'autant plus qu'elle a lieu dans un contexte humanitaire. Dans notre cas, comme nous intervenons à distance, il est encore plus complexe de repérer les nuances derrière la stratégie CATI et d'assurer un appui en temps réel. Nous sommes convaincus que les résultats de cette étude apporteront des éclairages précieux pour les réponses CATI futures.

¹ Ali, M., Nelson, A. R., Lopez, A. L. & Sack, D. A. Updated global burden of cholera in endemic countries. *PLoS Negl. Trop. Dis.* 9, (2015)

² Michel, E. et al. Estimating effectiveness of case-area targeted response interventions against cholera in Haiti. *Elife* 8, (2019)

³ Bompangue, D. et al. Description of the targeted water supply and hygiene response strategy implemented during the cholera outbreak of 2017-2018 in Kinshasa, DRC. *BMC Infect. Dis.* 20, 226 (2020)

⁴ Spiegel, P.B. et al. (2021). Retrospective case studies on case area targeted interventions for cholera epidemics. Johns Hopkins University Center for Humanitarian Health. Tiré de : http://hopkinshumanitarianhealth.org/assets/documents/RRR_CaseStudy_Report_2021.pdf

⁵ Nigeria Center for Disease Control (Mar 15, 2019). Cholera. <https://ncdc.gov.ng/diseases/info/C>

RENFORCER LES CAPACITÉS POUR SOUTENIR LA FEUILLE DE ROUTE 2020-2025 DU SECTEUR "EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE"

Par **Tineke Hooijmans et Karine Deniel, IHE Delft Institute for Water Education**

L'IHE Delft Institute for Water Education propose une approche globale et dimensionnée pour répondre aux enjeux de développement des capacités dans le secteur "Eau, Assainissement et Hygiène" humanitaire.

Lors de l'assemblée générale 2019 des partenaires du Global WASH Cluster et la réunion de haut niveau des directeurs d'urgence qui a suivi, le renforcement de la formation a été identifié comme étant un axe clé pour atteindre les objectifs de la Feuille de Route 2020-2025 du secteur "Eau, Assainissement et Hygiène" (EAH). D'abord, le secteur a besoin "d'esprits critiques, créatifs et indépendants et de professionnels efficaces" pour animer le travail en équipe et relier les multiples perspectives des sciences sociales et de l'ingénierie. Ensuite, les défis et réponses humanitaires nécessitent de plus en plus souvent l'intervention d'experts techniques des secteurs privé et universitaire ; cependant, ces professionnels ne comprennent pas la complexité et les nuances du monde humanitaire. Enfin, les organisations locales de formation ont besoin de soutien pour intégrer l'éducation humanitaire et la rendre accessible au personnel local.

UNE COOPÉRATION ENTRE L'UNICEF ET L'IHE DELFT INSTITUTE FOR WATER EDUCATION

Pour aider à combler ces lacunes dans le domaine de la formation, l'UNICEF et l'IHE Delft Institute ont initié un cadre de coopération dont le comité de pilotage, composé du CDC, CICR, GWC, FICR, IHE-Delft, MSF, Oxfam, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, Save The Children et UNICEF, a été créé début 2020.

En premier lieu, quatre formations en ligne ont été co-développées avec les acteurs humanitaires : "La gouvernance dans les contextes humanitaires" ; "La santé publique et environnementale lors des crises" ; "L'eau et l'assainissement en contexte urbain humanitaire" et "Construire des systèmes résilients dans les contextes fragiles". Ces formations, de niveau universitaire, correspondent aux besoins d'apprentissage identifiés et se basent sur des données factuelles issues de la recherche et du terrain. Les cours sont accrédités par le système européen de transfert et d'accumulation de crédits et encadrés par l'University Teaching Qualification, un certificat de qualité pour les enseignants pratiquant l'alignement pédagogique. Ensemble, ces quatre formations constituent le Graduate Professional Diploma Program in Humanitarian WASH (GPDP). La première édition a été lancée en mai 2021 avec 28 étudiants, démontrant l'intérêt des professionnels EAH et des organisations humanitaires.

LOCALISER ET CONTEXTUALISER LES FORMATIONS

Un autre objectif clé du GPDP est de transférer le curriculum, la méthodologie et les supports pédagogiques vers d'autres établissements, pour élargir l'offre de formation à travers le monde, enrichir les initiatives de renforcement des capacités et soutenir les partenaires avec une expertise et des ressources accessibles, pertinentes et

reconnues. Quatre institutions universitaires ont été sélectionnées pour la phase pilote de ce transfert, sur la base de leur motivation et leur capacité à rejoindre cette initiative : Universidad del Valle, Meru University of Science and Technology, German Jordanian University et 2iE. Ces établissements, situés dans différentes régions du monde, peuvent offrir les formations en anglais, français, espagnol et arabe, afin d'atteindre plus de travailleurs humanitaires.

UNE ALLIANCE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Ensuite, l'ambition est de créer une alliance d'institutions universitaires spécialisées dans les programmes d'EAH humanitaire, pour augmenter, diversifier et adapter les offres de formation localement, renforcer les liens entre les secteurs humanitaire et universitaire et accroître l'apprentissage à travers la recherche opérationnelle, la gestion des connaissances, le suivi et l'évaluation. Cette alliance à la fois mondiale et locale sera soutenue par des acteurs humanitaires. Une phase pilote de deux ans (2022 et 2023) sera réalisée avec les quatre institutions susmentionnées, afin de constater les forces et faiblesses du modèle et d'apporter les éclairages nécessaires pour l'étendre à de nouveaux établissements et réseaux.

LA PARTICIPATION : UN ENJEU CLÉ DE PROTECTION

Par Jérôme Regnier, référente protection et redevabilité, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

“La révolution participative” : ainsi a été nommé le sixième pilier du “Grand Bargain”, l'accord conclu en 2016 par certains des plus grands bailleurs et des organisations humanitaires afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité de l'action humanitaire. Ce titre, particulièrement ambitieux, souligne la volonté et l'extrême nécessité de garantir l'implication effective des personnes affectées par les crises humanitaires dans les décisions qui les concernent. La participation est en effet un impératif clé de la protection, c'est-à-dire une condition nécessaire pour assurer aux personnes concernées un accès significatif, sûr et digne aux activités de réponses humanitaires et plus globalement, aux droits.

Malgré cet engagement, plusieurs enquêtes montrent que les acteurs humanitaires ont encore d'importants efforts à fournir pour atteindre cet objectif. Ainsi, selon l'enquête menée par l'ALNAP (Active Learning Network for Accountability and Performance) en 2018 auprès de 5 000 personnes affectées par une crise humanitaire, seules 39 % d'entre elles ont déclaré que les organisations humanitaires avaient communiqué correctement sur leurs activités et 36 % qu'elles avaient pu donner leur avis, formuler des plaintes et suggérer des changements¹. Il est également essentiel de souligner que, dans cette enquête, les personnes ayant affirmé avoir pu donner leur avis sont trois fois plus susceptibles d'avoir également répondu qu'elles avaient été traitées avec dignité que celles répondant n'avoir pas pu donner leur avis. Le lien entre participation et protection apparaît alors clairement.

Cet enjeu est également souligné dans le Rapport sur la redevabilité humanitaire 2020, développé par la CHS Alliance² : malgré d'importants efforts pour améliorer

la communication et la participation au cours des dernières années, l'engagement 4 de la Norme humanitaire fondamentale de qualité et de redevabilité³ n'est toujours pas atteint. En effet, si de plus en plus de mécanismes sont proposés pour assurer le retour d'information et la communication, il apparaît que les informations collectées ne sont que peu intégrées dans la conception ou la révision des interventions. De même, les solutions proposées ne sont pas toujours adaptées aux besoins spécifiques des différents sous-groupes qui composent la population.

Le secteur “Eau, Assainissement et Hygiène” (EAH) n'est pas épargné par les problématiques soulevées, que ce soit en termes de participation des futurs usagers et usagères à la conception et à l'amélioration continue des services ou encore en matière de priorisation des enjeux de santé publique. Des recherches récentes montrent qu'en moyenne 40 % des femmes n'utilisent pas les latrines mises à leur disposition par les organisations humanitaires⁴. Les principales raisons invoquées sont le manque ou l'absence de lumière, le risque de harcèlement sexuel et le manque d'intimité et de sécurité. Celles-ci reflètent un manque criant de prise en compte des besoins et attentes de toute une partie de la population et des risques particuliers auxquels elle peut être confrontée.

Une partie de la réponse à ces enjeux peut être trouvée dans le développement d'une initiative phare de la Feuille de Route EAH – le système de Redevabilité et d'Assurance Qualité – portée par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE et Oxfam, en collaboration avec le Global Wash Cluster et l'université Tufts. Cette initiative vise à remettre la participation, la satisfaction,

l'inclusion, la sécurité et la redevabilité au cœur des interventions EAH, via la mise en place systématique d'un cadre collectif de suivi garantissant, au sein des plateformes de coordination, une approche reposant sur les concepts de “Ne pas Nuire” et de programmation basée sur les personnes.

Suivant le même objectif, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE Liban a développé une solution offrant un canal de communication instantané gratuit et disponible 24h/24 entre l'organisation et les personnes concernées par ses actions : le SOLIS Whatsapp Bot⁵. Cette innovation, en phase de test, permet de nombreux usages et vise à remettre les personnes au centre des actions, en donnant l'opportunité d'une participation réelle et inclusive.

¹ ALNAP (2018) The State of the Humanitarian System. ALNAP Study. ALNAP/ODI, London 24 per cent responded 'partially' to the question around communication, and 22 per cent responded partially to the question around feedback

² Humanitarian Accountability Report, CHS Alliance, 2020, P.41

³ L'engagement 4 de la Norme humanitaire fondamentale de qualité et de redevabilité est le suivant : “les communautés et les personnes affectées par les crises connaissent leurs droits, ont accès à l'information et participent aux décisions qui les concernent.”

⁴ SaniTweaks, Best practices in Sanitation, OXFAM, online

⁵ Pour plus d'informations sur cette innovation : <https://www.solidarites.org/fr/en-direct-du-terrain/innovation-un-chatbot-whatsapp-pour-communiquer-avec-les-personnes-accompagnees>

SOLUTIONS ET INNOVATIONS



Dans un monde en constante évolution proposant des défis toujours plus complexes, les acteurs de la solidarité internationale et du développement doivent se renouveler et se concerter afin d'aider dans la durée les populations affectées. La mobilisation des ressources, le partage des connaissances, la recherche, la formation, le développement de nouvelles méthodes et outils permettent de mettre au point des solutions adaptées et efficaces.

LA CLASSIFICATION DE LA SÉVÉRITÉ WASH, UNE NOUVELLE APPROCHE POUR ANALYSER LA SÉVÉRITÉ DES BESOINS EN EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

Par le **REACH Initiative**

La Classification de la Sévérité WASH est un nouvel ensemble d'outils d'analyse et de protocoles permettant de classer la sévérité des conditions "Eau, Assainissement et Hygiène" (EAH) de manière standardisée, afin de prioriser les interventions dans les zones où les besoins sont les plus pressants.

L'absence de cadre reconnu et standardisé pour transformer des données complexes en informations exploitables est devenue un obstacle majeur à la prise de décision dans le secteur de l'Eau, Assainissement, et Hygiène (EAH). Cela a empêché ce secteur d'implémenter efficacement la planification à partir de données factuelles, la hiérarchisation des réponses, l'allocation optimisée des ressources et le plaidoyer. Malgré une meilleure disponibilité des données EAH, l'analyse de ces données se fait actuellement de manière ad hoc, avec peu de consensus autour des résultats clés et des actions à mener par les principaux acteurs.

UNE SOLUTION : LA CLASSIFICATION DE LA SÉVÉRITÉ WASH

Pour faire face à ces enjeux, le développement de la Classification de la sévérité WASH (CSW) a débuté fin 2019, à la demande des partenaires du Global WASH Cluster (GWC). Initié par le Groupe stratégique consultatif (SAG) du GWC, la CSW est un partenariat entre l'UNICEF, le GWC et le REACH Initiative, qui s'inscrit dans la Feuille de route 2020-2025 du secteur EAH et a été présentée pour approbation au Comité permanent inter-institutions (IASC) par l'UNICEF en novembre 2020.

La CSW est un ensemble d'outils et de protocoles qui permettent de classer, de manière standardisée, la sévérité des besoins et vulnérabilités EAH et d'identifier les facteurs contributifs. La CSW utilise

une approche en cinq phases pour chiffrer le nombre de personnes affectées selon la sévérité de leurs besoins, tout en évaluant l'évolution probable du contexte et en surveillant les facteurs clés de risque. Ces chiffres s'obtiennent en combinant un éventail de données de sources multiples avec l'expertise terrain des praticiens sur place, lors d'ateliers d'analyse conjoints. On peut considérer la CSW comme un outil EAH équivalent au Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC), utilisé dans le domaine de la sécurité alimentaire.

La CSW a pour objectif de servir de référence pour le système dans son ensemble, pour ensuite être reconnue à l'échelle mondiale. Cette approche "transformatrice" offre au secteur EAH l'agilité nécessaire pour anticiper et répondre aux crises EAH, à travers la surveillance rigoureuse des besoins et des systèmes d'alerte précoce. En définissant un éventail de risques et de vulnérabilités, la CSW générera des effets bénéfiques et optimisera les résultats. Elle impulsera la prise de décisions d'investissement et atténuera les crises émergentes pour toute la communauté humanitaire.

PROGRÈS RÉALISÉS À CE JOUR

Après la phase de recherche initiale qui s'est achevée début 2020 – portant sur l'orientation globale et la portée de la CSW ainsi que les enjeux spécifiques visés – le développement des outils et processus d'analyse a progressé de manière significative. Ces outils ont d'abord été testés

lors de projets pilotes à échelle réduite en Afghanistan et au Burkina Faso fin 2020, avant d'être revus et consolidés pour aboutir à la première version des protocoles d'analyse CSW en avril 2021.

Ces protocoles ont ensuite été appliqués lors du premier déploiement national de la CSW au Soudan du Sud en mai 2021, puis lors des mises en œuvre successives au Niger et en Irak en août et septembre 2021 respectivement. Alors que des pistes de développement et d'amélioration techniques ont été identifiées, les résultats de ces premières mises en application sont prometteurs, démontrant le potentiel et l'impact plus large de la CSW. Les résultats fournis par la CSW ont servi à cibler et hiérarchiser les réponses, éclairer l'action anticipative dans la planification de contingence climatique et renseigner les Apercus des Besoins Humanitaires.

Partant de ces premières réussites, l'objectif est de déployer la CSW dans d'autres pays en 2022. En parallèle, des travaux supplémentaires de recherche et développement sont prévus, y compris une évaluation technique de la méthodologie par Tufts University. La CSW cherche ainsi non seulement à renforcer et harmoniser l'ensemble des données utilisées pour la programmation EAH à l'échelle mondiale, mais aussi à fournir une plateforme pour accroître la capacité d'analyse à travers différents contextes.

LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU POUR S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES : DYNAMIQUE EN COURS DANS LA ZONE DES NIAYES AU SÉNÉGAL

Par **Hamet Diallo, Emmanuel Durand, Maurice Ngor Sarr et Valérian Juillet, Gret**

La zone des Niayes correspond à la frange littorale située entre Dakar et Saint-Louis au Sénégal. Elle est caractérisée par la présence presque exclusivement souterraine des ressources en eau. C'est à la fois la principale zone de production horticole du pays et une source importante d'alimentation en eau potable pour la capitale. En outre, les industries extractives ont investi cette région pour exploiter le phosphate, le zircon et d'autres minerais lourds.

La surexploitation des différents aquifères pour ces divers usages induit simultanément une salinisation de l'aquifère profond (par l'intrusion d'eau marine) et une baisse du niveau des nappes phréatiques. Par ailleurs, les activités anthropiques sont sources de pollution de l'aquifère superficiel et entraînent une baisse de la fertilité des sols. Enfin, les hausses de température attendues dans les prochaines décennies et provoquées par le changement climatique, conjuguées à la croissance démographique, accentueront ces phénomènes, sources de tensions sociales et de risques sanitaires et alimentaires.

Ces perspectives inquiétantes pour l'intégrité et la disponibilité des ressources en eau ont mobilisé la Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau (DGPRE) du ministère de l'Eau et de l'Assainissement sénégalais, qui œuvre aujourd'hui activement à la mise en place d'une gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans la zone des Niayes. La DGPRE a fait appel à l'ONG Gret pour l'accompagner dans l'opérationnalisation de sa politique de GIRE à l'échelle de plusieurs communes de la zone des Niayes.

Le projet de recherche-action porté par le Gret a une visée expérimentale. Il s'agit, dans une dynamique ascendante, de favoriser l'émergence d'une GIRE opérationnelle à l'échelle locale. Une telle expérimentation pourrait orienter les pouvoirs publics dans l'identification d'instances et d'organisations représentatives des acteur-ice-s locaux afin de co-construire avec eux des solutions et modalités d'actions adaptées au contexte, efficaces et inclusives, pour le renforcement d'une gouvernance partagée de la ressource entre les populations et les institutions locales et nationales.

À l'échelle de cinq communes, l'équipe du projet a contribué à la structuration de Plateformes locales de l'eau (PLE), véritables arènes de gouvernance communale regroupant les acteurs et actrices du territoire intéressé.e.s par la démarche (agriculteur-ice-s, éleveur-euse-s, associations d'usager-e-s de l'eau potable, opérateur-trice-s privé-e-s, services techniques de l'État, collectivités territoriales, ONG, chercheur-euse-s, médias, etc.). Leur objectif est de contribuer à gérer de manière durable, équitable et efficace les ressources en eau de leur territoire. Conjointement à la construction de ses modalités de gouvernance, chaque plateforme a identifié les enjeux liés aux ressources en eau et conçu en fonction, un instrument de planification territoriale détaillant les actions à conduire en vue d'améliorer la gestion des ressources en eau et des usages associés (Plan local de GIRE).

La conception de ces plans prend en compte les impacts des changements climatiques sur les ressources en eau. Les PLE ont mis en œuvre des solutions techniques permettant de concourir simultanément à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques. D'une part, certains de ses acteurs se sont engagés dans de nouvelles pratiques agro-écologiques (engrais naturels, techniques de gestion économe en eau). Les PLE ont, d'autre part, développé des dispositifs de protection des sols et du couvert végétal : des aménagements de cordons pierreux ont été installés et des campagnes de reboisement ont été menées en vue de limiter le ruissellement, favoriser l'infiltration des eaux de pluie, restaurer les sols et les écosystèmes ainsi que séquestrer du carbone.

Conjuguées à ces réponses techniques, des mesures politiques ont également été discutées. Dans un contexte où les rapports de force socio-économiques prévalent, les PLE ont engagé un travail sur une méthode de partage des ressources en eau, soulevant les questions d'équité et de durabilité. En raisonnant à partir de la disponibilité des ressources – et non plus à partir des besoins –, les acteurs des PLE ont pris conscience du caractère fini des ressources en eau mais aussi de l'enjeu politique que représente sa répartition.

YÉMEN : ASSURER UN ACCÈS PLUS DURABLE À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT DANS UN CONTEXTE INSTABLE

Par Mathieu Vernusse, Ana Podgornik et Chuango Barasa, **SOLIDARITÉS INTERNATIONALE**

Au Yémen, où les ressources en eau se raréfient chaque jour et où la qualité de l'eau est de plus en plus gravement et fréquemment menacée, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE met en place des solutions à long terme en collaboration avec les communautés et autorités locales.

La guerre qui ravage le Yémen depuis 2014 a gravement endommagé les infrastructures civiles, notamment les installations d'eau et d'assainissement. À cela s'ajoutent une situation de stress hydrique généralisé et une dégradation de la qualité de l'eau sur la côte ouest en raison de l'intrusion progressive de l'eau de mer dans la nappe phréatique. Le Yémen est également sujet aux catastrophes naturelles, notamment aux inondations. En conséquence, seulement 42 % de la population a accès à l'eau potable (dont 17 % par camion-citerne) et 47 % des ménages n'ont pas accès à un système d'assainissement amélioré¹. Cette situation dramatique est susceptible de s'aggraver car le Yémen fait face à la double menace d'une crise économique massive et de l'instabilité politique, qui pourrait entraîner

une dégradation durable des services publics de base et des moyens d'existence.

Dans ce contexte, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE agit rapidement pour répondre aux besoins vitaux des ménages atteints par les chocs, tout en mettant en œuvre des interventions plus durables du fait de leur dimension écologique, de leur faisabilité financière et de leur acceptation et "adoption" par les communautés et autorités locales.

RÉPONDRE AUX ENJEUX ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Pour faire face à la hausse des prix du carburant et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, mais aussi en raison

des dégâts liés à l'empreinte carbone élevée des énergies fossiles, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE considère la technologie de pompage solaire comme une solution à privilégier à chaque fois que cela est possible. Ainsi, sur la côte ouest, les 10 000 habitants de la petite ville de Mawza sont approvisionnés en eau par deux puits principaux réhabilités par l'ONG en 2019, les systèmes de pompage diesel défectueux ayant été remplacés par des installations de pompage solaire.

L'ONG étudie également un système d'assainissement abordable. La plupart des communautés au Yémen utilisent des fosses d'aisance domestiques qui ne traitent pas les eaux usées et se remplissent donc assez rapidement : elles doivent être vidangées tous

les 3 à 6 mois en moyenne, entraînant un coût inabordable pour beaucoup de personnes. la solution classique - une fosse septique capable de traiter les eaux usées - comporte également un coût d'installation prohibitif. Pour résoudre ce problème, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE étudie l'emploi de latrines équipées de la technologie *biodigester*. Ces mini-fosses septiques transforment les eaux usées en biogaz, en digestat et en effluent, avec un coût dix fois moins élevé que celui d'une fosse septique classique et un rythme de vidange moins fréquent (tous les 4 à 6 ans). À Al-Mukha, l'ONG pilote actuellement l'installation d'un *biodigester* en employant une technique de construction en pisé au lieu de la maçonnerie traditionnelle, une solution qui permet de réduire davantage les coûts et qui nécessite moins de compétences.

GESTION DES RESSOURCES EN EAU : COLLABORER AVEC LES COMMUNAUTÉS ET AUTORITÉS LOCALES

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a pour objectif d'aider les communautés et autorités locales à gérer de façon pérenne leurs ressources en eau. À cet effet, l'ONG a récemment lancé deux enquêtes visant à mieux connaître la qualité et les sources d'eau dans le pays. En travaillant main dans

la main avec les autorités techniques du gouvernement et le Yemen WASH Cluster, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a mené à bien la première phase d'un exercice d'étude et de suivi hydrogéologique des ressources souterraines, le premier exercice de ce genre depuis le début de la guerre. Des puits stratégiques ont été équipés d'un total de huit enregistreurs d'aquifère et les autorités locales ont été formées à l'installation, au fonctionnement, au suivi et à l'analyse du niveau statique de l'aquifère et des niveaux et tendances de la contamination chimique.

L'organisation a également réalisé des études techniques, ainsi qu'une cartographie SIG d'au moins 335 sources d'eau publiques et communautaires rurales afin d'évaluer l'impact de la guerre sur leur état global et leur performance et de déterminer leurs besoins de réhabilitation. Les résultats seront téléchargés dans une base de données interactive et géoréférencée, qui sera accessible en ligne à tous les acteurs du secteur de l'eau au Yémen.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a par ailleurs identifié les communautés les plus vulnérables afin de les aider à développer des "Plans d'action communautaires". Cela consiste à recenser les principaux besoins et capacités d'une communauté, se mettre d'accord sur les actions prioritaires, attribuer les responsabilités et définir les échéances.

Piloté par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, ce projet de résilience mené sur la côte ouest du Yémen a suscité un vif enthousiasme de la part du gouvernement, du Yemen WASH Cluster et de divers acteurs humanitaires. Il est considéré comme un modèle pilote potentiel pour d'autres acteurs humanitaires à l'avenir.

¹ Rapport annuel 2020 du Yemen WaSH Cluster



“L’INNOVATION DOIT ÊTRE CONSTANTE CAR ELLE PERMET D’AVOIR UN TEMPS D’AVANCE SUR L’OCCURRENCE DES RISQUES”

Entretien avec **Guillaume Bouveyron, chargé de mission “Réduction des Risques de Catastrophes” à l’Agence Française de Développement (AFD)**

La multiplication des catastrophes liées au changement climatique affecte les populations des pays dans lesquels SOLIDARITÉS INTERNATIONAL intervient. Les conséquences économiques et humaines liées à ces aléas naturels sont plus importantes dans les pays ne disposant que de faibles capacités de prévention et de préparation. Pour répondre à ces besoins, notre ONG développe des projets s’attachant à prévenir et réduire ces risques de catastrophes et ce grâce au soutien de bailleurs tels que l’AFD (Agence Française de Développement). Pour éclairer ces enjeux, nous donnons la parole à M. Guillaume Bouveyron, chargé de mission “Réduction des Risques de Catastrophes” à l’AFD.

En 2017, l’Agence Française de Développement (AFD) s’est dotée d’une feuille de route pour la réduction des risques de catastrophes (RRC). Quels en sont les objectifs et déclinaisons ?

En 2017, l’AFD a formalisé son engagement par l’adoption d’une feuille de route sur la RRC qui s’articule autour de trois piliers : prévenir les risques naturels, préparer à la gestion de crise et développer une culture du risque.

Pour l’élaboration de cette feuille de route, l’AFD s’est appuyée sur ses partenaires et notamment le réseau RepR dont SOLIDARITÉS INTERNATIONAL est membre fondateur. Cette feuille de route sera mise à jour en 2022 en suivant cette même approche multipartenaire.

L’AFD finance un projet de quatre ans sur la réduction des risques de catastrophes dans deux bassins versants au Liban dans lequel de nombreuses innovations sont mises en œuvre. Quels liens établissez-vous entre les innovations et la réduction des risques de catastrophes ?

L’innovation doit être constante car elle permet d’avoir un temps d’avance sur l’occurrence des risques. À cet égard, le projet que vous mentionnez illustre bien le rôle clef des innovations. Afin de prévenir ces risques naturels, des solutions innovantes fondées sur la nature seront mises en œuvre en

priorité par SOLIDARITÉS INTERNATIONAL tels des travaux visant à désimpermeabiliser les sols afin de limiter le ruissellement.

Pour mieux préparer la gestion de ces inondations, le projet prévoit également l’opérationnalisation par le CNRS Liban d’un système de surveillance et d’alerte précoce. La précision de ce système va être renforcée par une modélisation hydrogéologique et hydromorphique innovante réalisée à l’aide de drones.

Enfin, un travail de mobilisation communautaire permettant de construire une culture du risque et diffuser les bonnes pratiques est conduit par la Croix-Rouge à l’échelle de chaque bassin versant. Prévue par le Code de l’Eau de 2018, l’approche par bassin versant représente une réelle innovation institutionnelle dont ce projet constitue un pilote riche en enseignements.

Pour ce projet mis en œuvre au Liban, l’AFD a été partie prenante de l’analyse des besoins et du montage du projet. S’agit-il là de nouvelles modalités partenariales amenées à se développer ?

La modalité partenariale que vous évoquez et qui a été utilisée dans le cadre de l’instruction au Liban est à appréhender comme le modus operandi qui constitue l’ADN de l’AFD. À ce titre, quand le contexte le permet, l’AFD souhaite être la plus proche de ses partenaires dans le cadre des écritures de projet et cela, dès la phase de diagnostic. Cette démarche

est privilégiée car elle permet à la structure et ses représentants de mieux cerner les besoins à couvrir par le futur projet, les particularités du contexte ciblé, mais également d’établir le plus tôt possible, avec nos partenaires, un dialogue, une relation de confiance.

LE RÉSEAU RepR

Le réseau RepR pour la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) et l’Adaptation au Changement Climatique (ACC) a été créé en 2012, à l’initiative d’organisations françaises qui décident de s’associer pour réfléchir et travailler ensemble sur ces thématiques. Il rassemble aujourd’hui les organisations suivantes : CARE France, la Croix-Rouge française, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, Humanité et Inclusion et le Groupe URD (ce dernier coordonnant le réseau depuis 2018).

Les principaux objectifs du réseau sont de :

- Renforcer l’expertise RRC/ACC pour améliorer la qualité des programmes (partage d’expériences, de ressources, d’outils, missions conjointes...);
- Porter des plaidoyers techniques et la mise en réseau lors des conférences et consultations stratégiques nationales et internationales ;
- Promouvoir des démarches préventives suite à chaque stratégie de réponse aux urgences, assurer une prise en compte de la RRC dans les politiques humanitaires et de développement ;
- Contribuer à renforcer la cohérence entre la RRC et l’ACC au niveau local et international.

Dans son volet plaidoyer, le réseau RepR est intervenu dans le cadre de la troisième Conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophes, qui s’est tenue à Sendai en 2015, puis à Cancun en 2016. Il s’est aussi rapproché de diverses initiatives sur le changement climatique, telle que la COP21 à Paris en décembre 2015 et les suivantes.

À l’international, le réseau est membre du GNDR (Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction).



DE L'EAU POUR LES POPULATIONS LES PLUS PRÉCAIRES : UNE PROBLÉMATIQUE FRANÇAISE

Par **Xavier Lauth**, responsable du Desk Urgences de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE
et **Manon Gallego**, coordinatrice des opérations en France, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

L'épidémie de COVID-19 a amené SOLIDARITÉS INTERNATIONALE à s'attaquer au problème de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène en France. Après plusieurs mois d'observation et d'actions de terrain, l'ONG présente son analyse de la problématique et plusieurs leviers d'amélioration d'une situation jugée très critique.

En mars 2020, alors que l'épidémie de COVID-19 progressait très rapidement en Île-de-France, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE est intervenue, en coopération avec Médecins du Monde et la Fondation Veolia, dans plusieurs bidonvilles de la région, où l'accès à l'eau et à l'assainissement était alors quasiment inexistant et où les conditions de promiscuité faisaient craindre une propagation rapide du virus. Nos équipes ont procédé à des installations de points d'eau provisoires et à des distributions de kits d'hygiène. L'organisation a, par la suite, étendu son action à d'autres sites d'habitats précaires du territoire français. Forte de ces deux années d'action de terrain et de collaboration avec de nombreux partenaires étatiques et locaux, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE est désormais en mesure de livrer ses premières observations et de présenter plusieurs leviers d'amélioration fondamentaux.

Le premier constat concerne la gravité de la situation. De nombreuses personnes en France sont confrontées à un niveau d'accès aux services de base en dessous des standards humanitaires et même similaire à celui de certains terrains de crises humanitaires. Les habitants des bidonvilles, des squats et des campements, recourent majoritairement à des "systèmes D" pour s'approvisionner en eau et n'ont d'autre choix que de faire leurs besoins en plein air. Au manque d'accès à l'eau et à des systèmes d'assainissement adéquats s'ajoute aussi le manque de douches et de moyens permettant de se procurer des produits d'hygiène.

Le second constat porte sur l'absence de chiffres consolidés décrivant le niveau d'accès réel à l'eau potable des personnes les plus vulnérables en France, tant au niveau local que national, ainsi que sur "l'oubli" des départements et territoires d'outre-mer dans les rares rapports produits. Cette absence nuit aux efforts de plaidoyer et met en exergue le fait que l'eau n'apparaît pas jusqu'à présent comme un enjeu social de premier plan.

Le troisième constat, tout aussi choquant que les deux premiers, a trait au vide juridique relatif à cette question. À l'heure actuelle, la législation française ne dispose d'aucune définition normative de l'accès à l'eau sécurisé et à un assainissement digne. Quelle est la quantité minimum d'eau à laquelle chaque personne vivant sur le sol français doit pouvoir avoir droit ? Quelle est la distance maximum "acceptable" jusqu'au premier point d'eau ? Combien de personnes peut "accueillir" un seul et même point d'eau ? Les mêmes questions se posent pour l'assainissement et aucune norme n'a encore été posée.

Il subsiste, par ailleurs, un flou juridique autour des rôles et responsabilités des différents acteurs publics en matière d'accès à l'eau des personnes dites "non raccordées". L'accès à l'eau des habitants des bidonvilles est alors laissé au bon vouloir des collectivités publiques et des associations locales, qui manquent d'informations claires sur les solutions existantes pour leur garantir ce droit fondamental. Pour mieux les accompagner à mettre en œuvre les mesures

adaptées, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a mis à profit son expertise et a fourni un appui technique au gouvernement français dans le cadre de l'élaboration de plusieurs outils pratiques – foire aux questions, boîte à outils et fiche technique. Ces actions vont dans le sens d'un renforcement de l'accès de tous et toutes à ces services de base mais ne devraient pas avoir pour conséquence de repousser la mise en place urgente d'un modèle de gouvernance clair et la définition, au sein d'un document ayant force de loi, des responsabilités de chaque acteur en matière d'eau potable pour les personnes "non raccordées".

Ces leviers d'action représentent un enjeu de santé publique évident. Mais l'impact social est, lui aussi, majeur. La garantie de l'accès à l'eau potable pour tous et toutes aiderait les personnes "non raccordées" à s'intéresser à d'autres considérations que l'immédiateté de leurs besoins vitaux, faciliterait les trajectoires d'insertion et participerait à la résorption des sites d'habitats précaires dans lesquels ils vivent.



POUR DES FORMATIONS ENFIN ACCESSIBLES AUX ACTEURS HUMANITAIRES EN AFRIQUE

Par Yann Dutertre, responsable du Centre de formation Bioforce Afrique

En 2017, Bioforce ouvrait son centre régional de formation à Dakar au Sénégal

pour rendre disponible une offre de formations humanitaires en Afrique. Parmi elles, la formation de "responsable de projets en Eau, Hygiène et Assainissement", créée et animée avec les organisations phares de ce secteur d'intervention. En quatre ans, 83 personnes ont été formées. Verre à moitié vide ou à moitié plein ?

Jeune technicien en hydraulique, Salif apporte ponctuellement son appui à des ONG : "La situation des déplacés internes dans mon pays m'a convaincu plus que toute autre chose qu'une spécialisation "Eau, Hygiène et Assainissement" (EHA) était le chemin que je devais emprunter. Depuis 2016, une partie de la population du Burkina Faso fuit le terrorisme et se retrouve concentrée dans certaines villes avec des difficultés pour se nourrir, de sérieux problèmes d'accès à l'eau potable [...]" En 2019, il se donne les moyens d'intégrer la formation à Dakar. Depuis, Salif est devenu un "humanitaire", engagé d'abord avec Action contre la Faim, puis auprès des Catholic Relief Services, dans son pays, le Burkina Faso.

Ivoirien, Adama est impliqué de longue date dans la promotion de l'hygiène comme volontaire de la Croix-Rouge dans son quartier d'Abidjan et par la suite dans un camp de déplacés. Devenu assistant d'un programme EHA au bureau régional de la FICR, puis adjoint coordinateur EAH de la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire, il est promu "Coordinateur EHA" à l'issue sa formation à Bioforce et poursuit son engagement avec UK-MED au Tchad, et Médecins Sans Frontières Espagne au Burkina Faso.

Salif et Adama sont deux profils intéressants pour le secteur humanitaire que le centre Bioforce Afrique a su capter et valoriser. Salif a pu intégrer le secteur humanitaire sur la base de son engagement personnel et de ses expériences et Adama y trouver une étape importante pour la gestion de son parcours professionnel, avec l'acquisition de compétences nécessaires à la prise en charge de nouvelles responsabilités.

Comme eux, 81 autres étudiants de cette région (Tchad, Burkina Faso, République du Congo, République démocratique du Congo, Mali et Niger en premier lieu) ont pu se saisir

de cet outil à leur disposition pour donner une nouvelle dimension à leur engagement. À leur sortie du centre, ils sont venus grossir les rangs de ceux qui contribueront à résoudre les enjeux humanitaires de demain. Ces profils sont nécessaires pour répondre aux besoins de recrutement des nombreuses organisations internationales et nationales développant leurs programmes d'intervention en Eau, Hygiène et Assainissement en Afrique de l'Ouest et centrale.

On le sait, les défis liés à l'eau sont gigantesques au Sahel et plus largement en Afrique de l'Ouest. La disponibilité et le niveau de préparation de femmes et d'hommes capables de relever ces défis devraient être proportionnels aux nouveaux enjeux (réponse aux épidémies, impact du changement climatique...). Seulement 83 personnes formées en quatre ans : nous sommes loin du niveau attendu. Avec un centre opérationnel et une formation reconnue, rien n'empêche de multiplier par 4 ou 5 le nombre de nos étudiants. Rien ? Pas si sûr ! La formation a un coût et, devant les enjeux, la question est : qui doit payer ? Créer des dispositifs de formation est une étape, les rendre accessibles est un impératif. Convaincus de l'intérêt de la formation pour développer sa capacité d'intervention dans le champ de la protection de l'enfance en situation d'urgence, l'UNICEF a aidé à la création d'une formation dédiée, aujourd'hui inscrite à l'offre de formation Bioforce. L'UNICEF ne s'est pas arrêtée là : chaque année, par le biais de bourses, elle permet à ses interlocuteurs d'institutions ou d'organisations nationales de venir se former. La capacité d'intervention de l'UNICEF et de ses partenaires croît ainsi d'année en année.

Pourquoi ne pas multiplier les bonnes pratiques d'un secteur d'intervention à l'autre ? À ce jour, aucun autre bailleur ou opérateur humanitaire ne contribue au Centre

Bioforce Afrique. Ainsi, de fait, l'initiative, le coût et la responsabilité de se former reposent uniquement sur des engagements individuels.

Investir aujourd'hui dans la formation de ressources humaines locales multiplie les chances pour les organisations internationales et nationales d'être à la hauteur de la réponse aux besoins immédiats. À terme, cet investissement contribuera certainement à ce que ces ressources humaines locales influent de manière positive sur les politiques nationales visant l'amélioration de l'accès à l'eau.

Formation Responsable de Projets Eau, Hygiène et Assainissement – Bioforce Afrique

Équivalent bac+4, en continu (6 mois) ou à son rythme. Certification accessible en VAE

Au Centre de formation Bioforce Afrique, cette formation, dispensée principalement par des intervenants régionaux, intègre spécifiquement des éléments liés au contexte d'intervention en Afrique de l'Ouest et centrale : en plus de fondamentaux de la WaSH particulièrement adaptés à ce contexte (évaluation de la ressource en eau, promotion de l'hygiène et approche communautaire, qualité, analyse et traitement de l'eau, puits et forages, assainissement...), les enjeux de santé publique et environnementale, la réponse aux épidémies et les impacts du changement climatique dans le domaine figurent en bonne place dans le programme.

CRÉER UNE DYNAMIQUE SECTORIELLE : LA FEUILLE DE ROUTE 2020-2025 DU SECTEUR HUMANITAIRE EAH

Par Léa de La Ville Montbazon, secrétariat des co-présidents de la Feuille de Route EAH 2022-2025

Le secteur humanitaire "Eau, Assainissement et Hygiène" (EAH) a toujours été au cœur des réponses d'urgence : assurer un approvisionnement adéquat et un accès équitable à des services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène est vital pour les populations affectées par des crises. Ces services constituent les premiers pas vers la bonne santé, la dignité et le bien-être des populations vulnérables.

Afin que les interventions humanitaires du secteur EAH atteignent leurs objectifs en termes de qualité, de rapidité, d'effectivité et de redevabilité, 35 organisations, comptant parmi les plus actives dans le secteur humanitaire EAH, ont choisi d'unir leurs forces et d'élaborer un plan d'action : la Feuille de Route Eau, Assainissement, Hygiène 2020-2025. Ensemble, elles œuvrent pour faire de la vision de la Feuille de Route une réalité : "D'ici 2025, le secteur EAH aura les capacités et les ressources nécessaires pour intervenir à grande échelle, en tout lieu et à tout moment dans les situations d'urgence."

La Feuille de Route 2020-2025 est un processus novateur en matière de leadership. Le large éventail d'acteurs la composant, issus des secteurs de l'humanitaire, mais aussi des mondes privé et académique, devrait permettre d'adresser les défis majeurs, présents et futurs, auxquels fait face l'action humanitaire. Le plan d'action s'articule d'ailleurs autour de seize initiatives réparties en quatre thématiques : gestion de l'information et des connaissances, développement des capacités et professionnalisation, coordination et partenariats innovants, mobilisation des ressources et plaidoyer.

Afin d'encourager la création d'une dynamique sectorielle représentative des spécificités propres des partenaires, la Feuille de Route 2020-2025 s'est dotée d'un système de gouvernance en trois structures aux responsabilités distinctes : le comité

de direction (soutenir/orienter), le comité de pilotage (légiférer/définir) et le comité d'exécution (piloter/appliquer).

L'ensemble des agences partenaires ont également élu deux co-présidents, Marc-André Bünzli de la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC) et Claudio Deola de l'ONG Save The Children UK, pour un mandat de deux ans. Ils ont pour mission de stimuler les efforts et l'avancement de la Feuille de Route, mais se doivent surtout d'assurer une cohérence d'ensemble. Selon Claudio Deola, son rôle est d'assurer que les agences partenaires "travaillent harmonieusement, à la manière des pièces d'un puzzle, pour constituer un secteur humanitaire plus fort, plus efficace et plus professionnel."

Bien qu'elle dispose d'atouts non négligeables, la Feuille de Route fait face à certains challenges. C'est notamment le cas de la localisation. Jusqu'à présent, les engagements et les contributions aux différentes initiatives de la Feuille de Route sont venus des sièges des grandes entités internationales, au détriment des acteurs plus modestes et nationaux. D'ici la fin de leur mandat, en mars 2023, les co-présidents se sont donné pour mission de "consolider les connexions et les relations aux niveaux régional et national" en utilisant le vaste réseau des partenaires. Il est en effet crucial de pleinement appréhender les réalités locales et de leur permettre de jouer un rôle plus important dans les processus de décision de la Feuille de Route.

Si l'aspect collectif de la Feuille de Route 2020-2025 n'est plus à démontrer, elle doit continuer à consolider sa base : nous sommes conscients que sa réussite ne sera rendue possible que par une collaboration toujours renforcée. Nous appelons donc tous les partenaires du secteur EAH à contribuer à cette ambitieuse feuille de route.

"D'ici 2025, le secteur EAH aura les capacités et les ressources nécessaires pour intervenir à grande échelle, en tout lieu et à tout moment dans les situations d'urgence."

L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE DANS LE MONDE

Un portfolio proposé par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE



Lavage de mains. Cercle de Niono, Mali. Ce geste est un des principaux remparts contre la propagation de nombreuses épidémies.

©Tiécoura N'Daou



Enlever ses chaussures, activer la pompe de manière maîtrisée, réguler l'accès au point d'eau, veiller au respect de la file d'attente pour ne pas créer de tensions : Abakar, employé de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, transmet aux utilisateurs du nouveau point d'eau de Labado les gestes et consignes à respecter. Labado, Cameroun.

©Clément Kolopp

Entretien des latrines d'urgence construites par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE dans le site de personnes déplacées d'Ediararatane. Cercle de Goundam, Mali.

©Vinabé Mounkoro



Filomena transporte à la force de ses bras un jerrican rempli d'eau. Mavivi, Beni, République démocratique du Congo. Comme Filomena, de très nombreuses femmes et jeunes filles dans le monde ont la charge de l'approvisionnement de leur foyer en eau et parcourent de très longues distances tous les jours jusqu'à la source.

©Moses Sawa Sawa





Dans la région de Marib au Yémen, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL distribue des kits d'hygiène dans des camps de personnes déplacées. Les kits d'hygiène peuvent être composés de savon, de brosses à dents, de dentifrice, de détergents et autres produits ménagers.

©Abdullah Al-Garadi



Tri des déchets dans l'un des bidonvilles de Dhaka, au Bangladesh.

©Vincent Ghilione

Conséquences des inondations de l'été 2020. Tchad. De nombreuses régions du continent africain connaissent, depuis plusieurs années, des pluies d'une ampleur considérable, particulièrement dévastatrices.

©SOLIDARITÉS INTERNATIONAL



Des enfants d'un bidonville de Nantes (France) s'apprennent à aller chercher de l'eau potable au point d'eau le plus proche à l'aide de leur petit tracteur. Parce qu'elles ne sont pas raccordées à l'eau potable, de nombreuses personnes habitant dans des sites d'habitats précaires en France doivent recourir à des systèmes de débrouille peu sécurisés et/ou effectuer des centaines de mètres à pied pour atteindre un point d'eau.

©Audray Saulem





RECOMMANDATIONS DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE POUR UN ACCÈS À L'EAU, À L'ASSAINISSEMENT ET À L'HYGIÈNE, Y COMPRIS EN SITUATION DE CRISE

1. L'Objectif de développement durable n°6 (ODD 2015-2030) pour un accès universel à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène ne sera pas atteint si nous ne changeons pas significativement d'échelle et de rythme. Les investissements doivent être au moins quadruplés dans les huit prochaines années.
2. Dans les contextes fragiles (au sens de l'OCDE), les investissements doivent être multipliés par 23, 9 et 5 pour, respectivement, l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Une gouvernance interétatique de suivi de ces investissements doit voir le jour.
3. La lutte contre la mortalité due aux maladies liées à l'eau et à l'assainissement doit être une priorité mondiale majeure, reposant sur des capacités de surveillance épidémiologique et de réponse rapide, ainsi que sur une coordination systématique entre acteurs de santé et acteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.
4. Face aux crises, guerres, catastrophes et épidémies, la réponse humanitaire doit s'inscrire dans une logique de renforcement de la résilience et de réduction des vulnérabilités, en anticipant, dès la réponse à l'urgence, les phases de relèvement précoce et de développement (double nexus).
5. La réponse humanitaire doit pouvoir s'appuyer sur des cadres opérationnels et partenariaux flexibles, et sur une mobilisation financière à la hauteur des besoins et des enjeux, notamment au regard des conséquences dramatiques liées au changement climatique dans les pays les plus fragiles.
6. La Feuille de route 2020-2025 du secteur "Eau, Assainissement et Hygiène" (WASH Road Map) doit être au centre de la coordination des acteurs et guider l'ambition et la qualité des interventions humanitaires et de développement à tous les niveaux d'action (global, régional, national et local).
7. Le 9^e Forum mondial de l'Eau à Dakar doit être un Forum des solutions et des réponses concrètes aux besoins vitaux des populations en eau et assainissement ainsi qu'un Forum délivrant des messages politiques clairs et forts aux chefs d'État afin qu'ils les portent à la Conférence intergouvernementale des Nations unies pour l'eau en mars 2023.